

23rd AfWASA International Congress and Exhibition: A continental Mobilization for Water and Sanitation in Africa



23^e Congrès International et Exposition de l'AAEA : Une mobilisation continentale pour l'eau et l'assainissement en Afrique

PARISE PRO Smart Prepaid Water Meter

Dry Dial, R160, Valve Integrated,
IoT Ready, External Antenna

**New
Upgrade**



Key Advantages

- ✓ **Accurate Measurement**
 - Adopts magnetic resistance sampling technology, measures every 1 liter
 - $R (Q_3/Q_1)=160$, ultra-low Q_1 (Min. Flow Rate) to ensure every drop counts
- ✓ **Dry Dial**

Dial isolated from water, to ensures clear, reliable readings without water-induced corrosion or blockage
- ✓ **Dual-mode LoRa and LoRaWAN**

Dual-mode to accommodate different application to ensure 95%+ meter data collection rate
- ✓ **Modular Structure Design**

Modular design and Independent Potted of Electronic Module, Battery, and Motor, suitable for outdoor Installation and easy maintenance
- ✓ **External Antenna (Optional)**

Specially designed for underground installation case with poor signal

Main Function

STS-Certified Prepaid

STS Standard (STS Edition 2: IEC 62055-41 Ed3, IEC 62055-51.) compliant and certified

AMR/AMI for Remote Data Collection

Semi-automatic (Walk-by AMR) & fully-automatic meter data collection (AMI) for Online monitoring via HDMS

Flexible Purchase Way

Multiple Water Purchase Ways available with E-payment options

Long Lifespan Battery and Replaceable

Large capacity battery (8500mAh) to ensure 8+ years lifespan

Water Leakage Detection

By-Pass/Leakage Detection to Reduce NRW

EDITORIAL p.4

L'ÉVÉNEMENT p.10

23e Congrès international et Exposition de l'AAEA

ENTRETIEN p.14

Dr. Blaise Moussa : “Ce Congrès incarne la vision d’une AAEA résolument dynamique, influente et tournée vers l’action”

DOSSIER p.18

Eau et assainissement pour tous : l’Afrique à l’épreuve de l’exécution

PORTRAIT p.26

Une vocation pour l’eau : le parcours inspirant de Fatou Ndiaye

INITIATIVES p.30

Renouveler les camions de vidange en Afrique : l’exemple innovant du Sénégal

ACTUALITÉS p.34

Renforcement des capacités : l’AAEA a organisé une visite de benchmarking à Durban sur l’assainissement inclusif

EDITORIAL p.6

EVENT p.11

23rd AfWASA International Congress and Exhibition

INTERVIEW p.15

Dr. Blaise Moussa : “This Congress embodies the vision of a resolutely dynamic, influential and action-oriented AfWASA

DOSSIER p.19

Water and Sanitation for All: Africa Put to the Test of Implementation

PORTRAIT p.29

A vocation for water: the inspiring story of Fatou Ndiaye

INITIATIVES p.31

Renewing sewage trucks in Africa: Senegal’s innovative example

NEWS p.35

Capacity Building: AfWASA Organised a Benchmarking Visit on Inclusive Sanitation in Durban

AfWASA News

Magazine quadrimestriel de l’Association Africaine de l’Eau et de l’Assainissement (AAEA)

African Water and Sanitation Association’s quarterly Magazine

Siège social / Head office: Riviera Palmeraie,

Rond-point de la Renaissance, Immeuble de la SODECI ; 2e étage

✉ 25 BP 1174 ABIDJAN 25

☎ Tél. (225) 27 22 49 96 11

🌐 www.afwasa.org

📘 African water and Sanitation Association

📧 @AfWASA_AAEA

Directeur de Publication / Editorship:

Dr. Blaise Moussa

Rédactrice en chef / Senior Editor:

Stéphanie Nzickonan

Correcteurs / Reviewers:

Ing. Olivier Gosso, Dr. Siméon Kenfack, Olivier Gnankpa, Bénédicte Kangah

Responsable des Publicités / Head of Advertising:

Aimé Kaloua Digbeu

Réussir une mue transformatrice

*Par M. Abdoul NIANG,
Directeur Général de SONES (Sénégal)*



L'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement demeure l'un des défis majeurs du développement en Afrique. Il conditionne la santé publique, la résilience des territoires, la croissance économique et, plus fondamentalement, la dignité et le plein épanouissement des populations. Dans un contexte marqué par une urbanisation rapide, une pression accrue sur les ressources et les effets de plus en plus visibles du changement climatique, le secteur de l'eau est appelé à se réinventer.

Le 23^e Congrès international et Exposition de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA), qui se tiendra du 09 au 13 février 2026 à Yaoundé (Cameroun), s'inscrit pleinement dans cette dynamique de la mue transformatrice. Ce rendez-vous continental offre un cadre privilégié de dialogue, de partage et de convergence entre décideurs, opérateurs, experts, partenaires techniques et financiers, chercheurs et acteurs de terrain. Il constitue une plateforme stratégique pour réfléchir collectivement aux réponses à apporter aux défis actuels et futurs du secteur. Il impulse, à ce titre, une action qui permet à l'AAEA de se projeter vers une nouvelle dimension plus adaptée aux défis de l'heure ainsi qu'aux mutations à venir, celles-ci étant étroitement liées aux facteurs démographique, sociologique, économique, financier, environnemental et politique. L'eau, une ressource centrale, requiert une approche de gouvernance multidimensionnelle et intégrale. Ce parcours est déjà balisé par la volonté politique et personnelle des parties concernées, publiques comme privées, à s'y engouffrer dans une synergie favorisant le changement. Ces dernières années, plusieurs pays africains ont engagé des réformes et consenti des investissements structurants pour améliorer l'accès aux services d'eau et d'assainissement. Au Sénégal, des progrès significatifs ont été réalisés en matière de mobilisation des financements, de modernisation des infrastructures et de renforcement de la gouvernance du secteur. Ailleurs, sur notre continent, des initiatives sont prises dans ce sens. Elles doivent être toutes synchronisées pour constituer l'énergie du renouveau du secteur. Les efforts déployés pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable, améliorer

la planification à long terme et renforcer la résilience des systèmes face aux chocs climatiques illustrent le potentiel de solutions africaines portées par une vision claire et une coopération renforcée entre acteurs publics et privés.

Au-delà des débats techniques, ce congrès est avant tout un espace de construction de visions communes. Il permet de valoriser les expériences africaines, de tirer les enseignements des réussites comme des difficultés, et de promouvoir des approches adaptées à la diversité de nos contextes. Dans un environnement de plus en plus contraint, l'innovation, le renforcement des capacités et la qualité de la gouvernance apparaissent comme des leviers essentiels pour améliorer durablement la performance des services.

Les opérateurs publics jouent un rôle central dans cette transformation. Ils sont en première ligne pour garantir la continuité et la qualité des services, assurer la pérennité des infrastructures et renforcer la confiance des usagers. Le congrès de l'AAEA nous invite à questionner nos pratiques, à améliorer nos modèles de gestion et à intégrer pleinement les enjeux de durabilité, d'équité sociale et de résilience climatique dans nos stratégies nationales.

La richesse de cette édition réside également dans sa capacité à rapprocher la réflexion stratégique des réalités opérationnelles. Les échanges entre acteurs favorisent une meilleure compréhension des contraintes de terrain et contribuent à orienter les politiques publiques vers des solutions concrètes, mesurables et reproductibles. Ils rappellent que l'investissement dans l'eau et l'assainissement est un pilier essentiel du développement et de la stabilité de nos sociétés.

Enfin, ce congrès doit être envisagé comme un catalyseur d'actions. Les engagements pris et les partenariats noués devront se traduire, au-delà de l'événement, par des initiatives concrètes au service des populations. Ensemble, faisons de ce rendez-vous un moment décisif pour bâtir une Afrique plus résiliente, solidaire et tournée vers l'avenir.



QUELLES SONT NOS MISSIONS ?

L'ONEP a pour entre autres missions :

La planification de l'offre et de la demande en matière d'eau potable ;

La maîtrise d'ouvrage déléguée ou la maîtrise d'œuvre des investissements pour la rehabilitation, l'exécution, le renforcement et le renouvellement des infrastructures d'alimentation en eau potable ;

La gestion du patrimoine public et privé de l'État dans le secteur de l'eau potable ;

Le contrôle, la protection et la surveillance des ressources en eau susceptibles de servir à la production d'eau potable ;

La défense des intérêts des usagers du service public d'eau potable.



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Office National de l'Eau Potable (ONEP) est une société d'État au capital social de 150 000 000 de francs CFA, créée par le décret n°2006-274 du 23 août 2006, régie par l'ensemble des dispositions applicables au traité de l'OHADA et la loi n°2020-626 du 14 août 2020 portant définition et organisation des sociétés d'État.

L'ONEP a pour but d'apporter à l'état et aux collectivités territoriales son assistance en vue d'assurer l'accès à l'eau potable à l'ensemble de la population.

L'ONEP est placé sous la tutelle technique du Ministère en charge de l'Hydraulique et sous la tutelle financière du Ministère en charge du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques.



QUELS SONT NOS OBJECTIFS ?

Accroître la production d'eau potable pour résorber les déficits de production et satisfaire la demande future dans les villes de l'intérieur et dans le District autonome d'Abidjan ;

Promouvoir l'alimentation en eau potable en fournissant une assistance pour le suivi, la gestion et la maintenance des ouvrages d'hydraulique humaine ;

Sensibiliser les usagers au changement de comportements pour une utilisation rationnelle de l'eau potable.





Achieving a Transformational Shift

*By Mr. Abdoul NIANG,
Managing Director of SONES (Senegal)*

Sustainable access to safe drinking water and sanitation remains one of Africa's most pressing development challenges. It underpins public health, territorial resilience, economic growth, and more fundamentally the dignity and full flourishing of populations. In a context marked by rapid urbanization, increasing pressure on resources, and the ever more visible effects of climate change, the water sector is being called upon to reinvent itself.

The 23rd International Congress and Exhibition of the African Water and Sanitation Association (AfWASA), to be held from 9 to 13 February 2026 in Yaoundé, Cameroon, is fully aligned with this dynamic of transformational change. This continental gathering provides a privileged forum for dialogue, knowledge sharing, and convergence among decision-makers, operators, experts, technical and financial partners, researchers, and practitioners. It serves as a strategic platform for collective reflection on the responses required to address the current and future challenges of the sector. In this respect, it propels action that enables the AfWASA to project itself into a new dimension one better suited to today's challenges and to forthcoming transformations closely linked to demographic, social, economic, financial, environmental, and political factors. As a central resource, water calls for a multidimensional and integrated governance approach.

This pathway is already being shaped by the political will and personal commitment of all stakeholders, public and private alike, to move forward in synergy to foster change. In recent years, several African countries have undertaken reforms and made structuring investments to improve access to water and sanitation services. In Senegal, significant progress has been achieved in mobilizing financing, modernizing infrastructure, and strengthening sector governance. Efforts to secure

drinking water supply, enhance long-term planning, and bolster system resilience to climate shocks illustrate the potential of African-led solutions driven by a clear vision and reinforced cooperation between public and private actors.

Beyond technical debates, this Congress is above all a space for building shared visions. It offers an opportunity to showcase African experiences, draw lessons from both successes and challenges, and promote approaches tailored to the diversity of our contexts. In an increasingly constrained environment, innovation, capacity building, and the quality of governance emerge as essential levers for sustainably improving service performance.

Public operators play a central role in this transformation. They stand on the front lines to ensure service continuity and quality, safeguard the sustainability of infrastructure, and strengthen users' trust. The AfWASA Congress invites us to question our practices, improve our management models, and fully integrate sustainability, social equity, and climate resilience into our national strategies. The richness of this edition also lies in its ability to bridge strategic reflection with operational realities. Exchanges among stakeholders foster a better understanding of on-the-ground constraints and help steer public policies toward concrete, measurable, and replicable solutions. They remind us that investment in water and sanitation is a cornerstone of development and societal stability.

Finally, this Congress should be viewed as a catalyst for action. The commitments made and partnerships forged must translate beyond the event itself into concrete initiatives that serve populations. Together, let us make this gathering a decisive moment for building a more resilient, inclusive, and forward-looking Africa.

NOTRE MISSION, VOUS SERVIR



378 000 000 m³
d'eau potable produite



23 226 Km
de réseau d'eau potable



2 140 548
clients



1 463
localités desservies



1 055
forages exploités



157
stations de traitement

*Données à fin 2024

4 OFFRIR DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

1 CAPTER L'EAU BRUTE

2 TRAITER L'EAU BRUTE

3 EXPLOITER LE RESEAU
D'EAU POTABLE

5 GARANTIR L'ACCES
A L'ASSAINISSEMENT



23^e Congrès International et Exposition de l'AAEA : une mobilisation continentale pour l'eau et l'assainissement en Afrique

Du 9 au 13 février 2026, Yaoundé accueillera le 23^e Congrès international et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), l'un des rendez-vous majeurs du secteur WASH en Afrique. Placée sous le thème « Eau et Assainissement pour tous : des actions fortes pour l'Afrique », cette édition vise à catalyser des solutions innovantes et durables face aux défis de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, dans un contexte marqué par le changement climatique, la croissance démographique et la nécessité de renforcer la gouvernance et la résilience des services. Cet article revient sur les enjeux, les objectifs, les thématiques et les dispositifs phares du Congrès, ainsi que sur les opportunités qu'il offre pour accélérer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique.



Présentation générale du Congrès

Le 23^e Congrès international et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), prévu du 9 au 13 février 2026 à Yaoundé, au Cameroun, s'impose comme l'un des rendez-vous stratégiques majeurs du secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent africain et au-delà.

Placée sous le thème fédérateur « Eau et Assainissement pour tous : des actions fortes pour l'Afrique », cette édition ambitionne de catalyser des réponses concrètes, innovantes et coordonnées face aux défis structurels et émergents qui fragilisent l'accès durable aux services d'eau et d'assainissement, dans un contexte mondial marqué par le changement climatique, la pression démographique, l'urbanisation rapide, les contraintes financières et les exigences croissantes de performance et de gouvernance.

Le Congrès réunira un large éventail d'acteurs clés : décideurs politiques, dirigeants d'entreprises et de services publics, régulateurs, industriels, institutions financières, partenaires techniques et financiers, chercheurs, universitaires, jeunes professionnels et étudiants. Le présent dossier propose une analyse approfondie des enjeux, objectifs, thématiques structurantes et dispositifs phares du 23^e Congrès international et Exposition de l'AAEA.

Valorisation du leadership continental

Tous les deux ans, l'AAEA organise un congrès international qui constitue un espace panafricain de dialogue stratégique, scientifique et opérationnel, réunissant ses membres, les organisations internationales, les experts du secteur, les décideurs publics et les partenaires au développement. Ce congrès vise à dresser un état des lieux des progrès accomplis, à analyser les défis persistants et à proposer des trajectoires de transformation durables pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement en Afrique.

Le Congrès de l'AAEA se distingue par son format hybride et structurant, combinant un forum scientifique et technique de haut niveau à une grande exposition internationale, enrichis par des sessions techniques, des ateliers spécialisés, des événements parallèles, des rencontres B2B et one-to-one, favorisant l'innovation, les partenariats et les investissements.

Au cours de la dernière décennie, l'événement a connu une croissance soutenue de sa participation :

900 participants à Marrakech (2012), 2 000 à Abidjan (2014), 1 500 à Nairobi (2016), 1 200 à Bamako (2018), 2 500 à Kampala (2020), 3 000 à Abidjan (2022) et 2 200 à Kampala (2023).

Pour cette 23^e édition, environ 2 500 participants sont attendus à Yaoundé, confirmant le positionnement du Congrès comme plateforme de référence du secteur WASH en Afrique.

23rd AfWASA International Congress and Exhibition: A Continental Mobilization for Water and Sanitation in Africa



From 9 to 13 February 2026, Yaoundé will host the 23rd International Congress and Exhibition of AfWASA, one of the leading WASH sector events in Africa. Held under the theme “Water and Sanitation for All: Strong Actions for Africa,” this edition aims to catalyze innovative and sustainable solutions to the challenges of universal access to water and sanitation, in a context shaped by climate change, population growth, and the urgent need to strengthen governance and service resilience. This article highlights the key issues, objectives, thematic priorities, and flagship initiatives of the Congress, as well as the opportunities it offers to accelerate access to safe drinking water and sanitation across Africa.

Congress General Overview of the Congress

The 23rd International Congress and Exhibition of the African Water and Sanitation Association, scheduled to take place from 9 to 13 February 2026 in Yaoundé, Cameroon, stands out as one of the continent's most strategic gatherings in the water and sanitation sector, with relevance extending beyond Africa.

Organized under the unifying theme “Water and Sanitation for All: Strong Actions for Africa,” this edition seeks to catalyze concrete, innovative, and coordinated responses to the structural and emerging challenges undermining sustainable access to water and sanitation services. These challenges arise in a global context marked by climate change, demographic pressure, rapid urbanization, financial constraints, and increasing demands for performance, accountability, and sound governance.

The Congress will bring together a broad spectrum of key stakeholders, including policymakers, utility and corporate leaders, regulators, industry representatives, financial institutions, technical and financial partners, researchers, academics, young professionals, and students. This document provides an in-depth analysis of the challenges, objectives, core thematic areas, and flagship mechanisms of the 23rd AfWASA International Congress and Exhibition.

Promoting continental leadership

Every two years, AfWASA organizes an international congress that serves as a pan-African platform for strategic, scientific, and operational dialogue, bringing together its members, international organizations, sector experts, public decision-makers, and development partners. The Congress aims to take stock of progress achieved, analyze persistent challenges, and propose sustainable transformation pathways for the water, sanitation, and environmental sectors in Africa.

The AfWASA Congress is distinguished by its hybrid and structuring format, combining a high-level scientific and technical forum with a large-scale international exhibition. These are complemented by technical sessions, specialized workshops, side events, B2B and one-to-one meetings, all designed to foster innovation, partnerships, and investment.

Over the past decade, the Congress has experienced steady growth in participation: 900 participants in Marrakech (2012), 2,000 in Abidjan (2014), 1,500 in Nairobi (2016), 1,200 in Bamako (2018), 2,500 in Kampala (2020), 3,000 in Abidjan (2022), and 2,200 in Kampala (2023).

For this 23rd edition, approximately 2,500 participants are expected in Yaoundé, further confirming the Congress's position as a flagship reference platform for the WASH sector in Africa.

EVÉNEMENT

Objectifs du 23^e Congrès

Le 23^e Congrès international et Exposition de l'AAEA poursuit des objectifs stratégiques majeurs, parmi lesquels :

- Promouvoir l'accès universel, équitable et durable à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique, en cohérence avec l'Objectif de Développement Durable 6 ;
- Encourager l'adoption de solutions technologiques et organisationnelles innovantes, adaptées aux contextes africains, pour améliorer la performance et la résilience des services ;
- Renforcer les capacités techniques, managériales et institutionnelles des acteurs du secteur à travers le partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques ;
- Stimuler la coopération régionale et internationale, ainsi que les partenariats public-public, public-privé et multi-acteurs ;
- Aborder de manière transversale les enjeux critiques liés au changement climatique, à la gouvernance, au financement durable, à la régulation et à l'inclusion sociale.

À travers ces objectifs, le Congrès vise à évaluer les progrès réalisés, à identifier des solutions durables et reproductibles, à hiérarchiser les priorités stratégiques et à renforcer la résilience globale du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

Thème du Congrès

Le thème général, « **Eau et Assainissement pour tous : des actions fortes pour l'Afrique** », s'inscrit pleinement dans la dynamique internationale de mise en œuvre accélérée de l'ODD 6, qui vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

À quelques années de cette échéance, les défis restent considérables : près de trois Africains sur cinq, soit environ 411 millions de personnes, n'ont toujours pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité, et seuls deux pays africains sont actuellement en bonne voie pour atteindre l'assainissement universel de base. Ces constats, renforcés par les effets persistants de la pandémie de Covid-19 et les impacts croissants du changement climatique, appellent à une mobilisation collective, pragmatique et orientée vers l'action.

Dans ce contexte, le Congrès mettra en lumière les bonnes pratiques, les innovations, les partenariats structurants et les mécanismes de financement capables d'accélérer la réalisation de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement en Afrique.

Axes thématiques du Congrès

Le programme scientifique et technique du Congrès sera structuré autour de six axes complémentaires :



Axe 1 : Gestion intégrée des ressources en eau

Axe 2 : Gestion de l'eau

Axe 3 : Gestion de l'assainissement

Axe 4 : Développement des capacités, communication et partenariats

Axe 5 : Gouvernance et financement

Axe 6 : Recherche, technologies et innovation

Programme du Congrès

Le programme du Congrès mettra en exergue les nouvelles approches, pratiques et innovations destinées à accélérer l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement, tant par la recherche que par l'action opérationnelle. Il comprendra des présentations de haut niveau, des sessions techniques spécialisées, des ateliers interactifs, une exposition internationale, des visites techniques ainsi que des événements sociaux.

Chaque journée s'ouvrira et se clôturera par des sessions plénières, au cours desquelles des experts de renommée internationale aborderont les grandes thématiques stratégiques du secteur. Des visites techniques ciblées permettront également de valoriser des expériences et infrastructures emblématiques au Cameroun.

Points forts du Congrès

🕒 Événements pré-Congrès



Objectives of the 23rd Congress

The 23rd AAEA International Congress and Exhibition pursues several key strategic objectives, including:

- Promoting universal, equitable, and sustainable access to safe drinking water and sanitation across Africa, in alignment with Sustainable Development Goal 6;
- Encouraging the adoption of innovative technological and organizational solutions, tailored to African contexts, to improve service performance and resilience;
- Strengthening the technical, managerial, and institutional capacities of sector stakeholders through knowledge sharing, experience exchange, and dissemination of best practices;
- Stimulating regional and international cooperation, as well as public-public, public-private, and multi-stakeholder partnerships;
- Addressing cross-cutting critical issues, including climate change, governance, sustainable financing, regulation, and social inclusion.

Through these objectives, the Congress seeks to assess progress achieved, identify sustainable and scalable solutions, prioritize strategic actions, and enhance the overall resilience of Africa's water and sanitation sector.

Congress Theme

The overarching theme, **“Water and Sanitation for**

All: Strong Actions for Africa,” is fully aligned with the international momentum toward accelerated implementation of Sustainable Development Goal 6 (SDG 6), which aims to ensure universal and equitable access to safe drinking water, hygiene, and sanitation by 2030, particularly for the most vulnerable populations.

With only a few years remaining before this deadline, the challenges remain substantial: nearly three out of five Africans approximately 411 million people still lack access to safely managed drinking water, and only two African countries are currently on track to achieve universal basic sanitation. These realities, compounded by the lingering effects of the COVID-19 pandemic and the growing impacts of climate change, call for a collective, pragmatic, and action-oriented mobilization.

In this context, the Congress will highlight best practices, innovations, transformative partnerships, and financing mechanisms capable of accelerating the achievement of universal access to water and sanitation across Africa.

Thematic Tracks of the Congress

The scientific and technical program of the Congress will be structured around six complementary thematic tracks:

- Track 1: Integrated Water Resources Management
- Track 2: Water Supply Management
- Track 3: Sanitation Management
- Track 4: Capacity Development, Communication, and Partnerships
- Track 5: Governance and Financing
- Track 6: Research, Technologies, and Innovation

Congress Program

The Congress program will showcase emerging approaches, best practices, and innovations aimed at accelerating universal access to water and sanitation services, through both research and operational action. It will include high-level presentations, specialized technical sessions, interactive workshops, an international exhibition, technical site visits, and networking and social events.

Each day will open and close with plenary sessions featuring internationally recognized experts addressing the sector's most critical strategic issues. Targeted technical visits will also be organized to highlight emblematic experiences and infrastructure projects in Cameroon.

Key Highlights of the Congress

Pre-Congress Events

The Congress will open with a series of high-impact pre-Congress events, including the Women's Forum, the Young Professionals Forum, and the Mayors and Local Elected Officials Forum. These platforms aim respectively to promote inclusion and women's leadership, mobilize the next generation of WASH professionals, and strengthen local governance of water and sanitation services.

Le Congrès s'ouvrira par des événements pré-congrès structurants : Forum des femmes, Forum des jeunes professionnels et Forum des maires et élus locaux. Ces plateformes visent respectivement à promouvoir l'inclusion et le leadership féminin, à mobiliser la relève générationnelle du secteur et à renforcer la gouvernance locale des services d'eau et d'assainissement.

Forum des chefs d'entreprise

Un Forum des Directeurs Généraux offrira un espace stratégique d'échanges entre dirigeants de services d'eau et d'assainissement, autour des tendances de l'industrie, des enjeux de gouvernance et du rôle évolutif des entreprises publiques dans la réalisation de l'ODD 6.

Forum des innovations

Le Forum des innovations mettra en avant des solutions technologiques, organisationnelles et financières novatrices, développées par des entreprises, start-up, centres de recherche et opérateurs.

Prix AAEEA pour l'innovation et le mérite

Afin de valoriser l'excellence et l'innovation, l'AAEEA décernera plusieurs prix sectoriels, dont ceux des jeunes professionnels, du meilleur projet et des meilleures innovations en eau et en assainissement, remis lors du dîner de gala.

Activités sociales et visites techniques

Un programme social riche permettra aux participants de découvrir la culture camerounaise, tout en favorisant le réseautage dans un cadre convivial. Des visites d'études techniques viendront compléter l'expérience du Congrès.

Conclusion

Le 23^e Congrès international et Exposition de l'AAEEA à Yaoundé s'annonce comme un événement structurant et transformateur pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique. En réunissant l'ensemble des parties prenantes autour d'une vision partagée, il constituera un levier stratégique pour accélérer la mise en œuvre de l'ODD 6, renforcer la résilience des sociétés africaines et promouvoir une gestion durable et inclusive des ressources en eau.

Ce Congrès offrira l'opportunité d'adopter une approche intégrée, innovante et orientée vers l'action, afin de garantir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, tout en assurant la pérennité des ressources hydriques du continent africain.

Chief Executive Officers Forum

A CEOs Forum will provide a strategic space for dialogue among leaders of water and sanitation utilities, focusing on industry trends, governance challenges, and the evolving role of public utilities in achieving SDG 6.

Innovation Forum

The Innovation Forum will showcase cutting-edge technological, organizational, and financial solutions developed by companies, start-ups, research institutions, and service operators, highlighting scalable approaches to improving WASH service delivery.

AfWASA Innovation and Excellence Awards

To recognize excellence and innovation, AfWASA will present several sectoral awards, including those honoring young professionals, best projects, and outstanding innovations in water and sanitation. The awards will be presented during the Congress Gala Dinner.

Social Program and Technical Visits

A rich social program will enable participants to experience Cameroonian culture while fostering networking in a convivial setting. Technical study visits will further enrich the Congress experience by showcasing emblematic projects and infrastructure.

Conclusion

The 23rd AfWASA International Congress and Exhibition in Yaoundé is set to be a transformative and structuring event for Africa's water and sanitation sector. By convening all key stakeholders around a shared vision, the Congress will serve as a strategic lever to accelerate the implementation of SDG 6, strengthen the resilience of African societies, and promote sustainable and inclusive water resources management.

Through an integrated, innovative, and action-oriented approach, the Congress will provide a unique opportunity to advance universal access to safe drinking water and sanitation, while ensuring the long-term sustainability of Africa's water resources.





AGIR POUR UN CADRE DE VIE ASSAINI

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une société d'Etat créée par le décret n°2011 - 482 du 28 décembre 2011, avec un capital social de 1.000.000.000 FCFA.

L'ONAD a pour mission d'assurer l'accès aux infrastructures d'assainissement et de drainage à l'ensemble de la population nationale.

AXES STRATEGIQUES

- Planification et programmation des interventions d'assainissement et de drainage,
- Appui à la mobilisation des ressources financières du secteur,
- Réhabilitation et développement des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage,
- Exploitation et entretien des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage,
- Amélioration de la gestion de l'assainissement autonome,
- Développement d'une communication de masse et de proximité.



Tél. (+225) 27 22 40 41 98 / 99
Côte d'Ivoire, Abidjan, Riviera Bonoumin,
Avenue Honoré Guié, îlot 3, lot 62, face
à l'Institut National de Formation Judiciaire.

E-mail: info@onad.ci www.onad.ci



Dr. Blaise Moussa : “Ce Congrès incarne la vision d’une AAEA résolument dynamique, influente et tournée vers l’action”

À l’occasion du 22^e Congrès international et exposition de l’Association Africaine de l’Eau et de l’Assainissement (AAEA), qui se tient actuellement à Yaoundé, nous avons rencontré le Président de l’AAEA et de CAMWATER. Dans cet entretien, il revient sur l’importance de ce rendez-vous continental pour le Cameroun, la place de CAMWATER dans le paysage africain de l’eau et de l’assainissement, et la vision qu’il porte pour renforcer les services essentiels à travers le continent. Il partage également ses perspectives sur la mobilisation des participants et le rôle stratégique de l’AAEA dans l’innovation, le partage d’expériences et la construction de partenariats durables.

Monsieur le Président, le 22^e Congrès international et exposition de l’AAEA se tient actuellement à Yaoundé. Que représente cet événement pour le Cameroun ?

Ce Congrès constitue, pour le Cameroun, un rendez-vous d’envergure majeure, tant sur le plan symbolique que stratégique. Il témoigne de la confiance accordée à notre pays et met en exergue son engagement constant en faveur du développement et de la modernisation du secteur de l’eau et de l’assainissement. En accueillant cette rencontre continentale de premier plan, le Cameroun se positionne au cœur des réflexions africaines sur l’amélioration durable des services essentiels, dans l’intérêt direct des populations.

Pour la CAMWATER, cet événement offre une tribune privilégiée pour réaffirmer son ambition de s’inscrire comme un opérateur public responsable, ouvert à l’innovation et pleinement engagé dans la transformation du secteur. Il s’agit d’une opportunité stratégique pour partager les réformes engagées, les projets structurants en cours et les orientations futures, tout en capitalisant sur les expériences et les bonnes pratiques d’autres opérateurs africains.

Enfin, ce Congrès souligne l’impératif de renforcer les cadres institutionnels, de mobiliser des financements adaptés et d’intégrer les enjeux liés au changement climatique. Les échanges en cours constituent ainsi une source précieuse d’enseignements et de solutions concrètes pour éclairer et améliorer les politiques publiques et les projets structurants au Cameroun.

Quelle place occupe aujourd’hui la CAMWATER dans le secteur de l’eau et de l’assainissement à l’échelle africaine ?

La CAMWATER s’impose progressivement comme un acteur public de référence dans le secteur africain de l’eau



potable, portée par des réformes institutionnelles, des investissements structurants et une modernisation continue de ses pratiques de gestion. Cette dynamique renforce sa crédibilité aux niveaux national et continental et l’inscrit pleinement dans les ambitions africaines d’accès universel à l’eau.

Au niveau national, la CAMWATER assure la pleine gestion des droits et biens affectés au service

public de l’eau potable, ainsi que son exploitation. Cette dernière inclut la production, le transport, la distribution et la facturation de l’eau potable en milieu urbain et péri-urbain. Par ailleurs, l’entreprise s’est également vu assigner la construction et la gestion des infrastructures liées au service public d’assainissement liquide (collecte, transport et épuration des eaux usées).

Le gouvernement camerounais a chargé la CAMWATER de répondre au déficit important d’approvisionnement en eau potable observé sur l’ensemble du territoire national. Conformément aux termes de son contrat de concession, l’entreprise doit mener des actions structurantes dans le secteur afin d’augmenter les capacités de production, d’améliorer la qualité de l’eau et d’optimiser le service rendu aux clients.

Pour remplir pleinement ces missions, la CAMWATER a été dotée d’un cadre juridique approprié. Bien qu’étant une entreprise à capital public, elle est habilitée à mobiliser des ressources externes pour financer des initiatives majeures visant à renforcer sa base financière. Elle est également autorisée à créer des filiales pour des activités connexes au secteur de l’eau potable, notamment la fabrication de conduites, la production de compteurs d’eau, la maîtrise d’œuvre et les procédés de traitement d’eau.

Au cœur de cette transformation figure le projet présidentiel d’un million de branchements sociaux sur cinq ans, destiné à accélérer l’accès à l’eau potable, notamment en zones urbaines et périurbaines. Cette initiative se

Dr. Blaise Moussa: “This Congress embodies the vision of an AfWASA that is resolutely dynamic, influential, and action-oriented.”

On the occasion of the 23rd International Congress and Exhibition of the African Water and Sanitation Association (AfWASA), currently taking place in Yaoundé, we met with the President of AfWASA and CAMWATER. In this interview, he reflects on the importance of this continental event for Cameroon, CAMWATER's position within Africa's water and sanitation landscape, and the vision he promotes to strengthen essential services across the continent. He also shares his perspectives on participant mobilization and the strategic role of AfWASA in innovation, experience sharing, and the development of sustainable partnerships.

Mr. President, the 23rd AfWASA International Congress and Exhibition is currently taking place in Yaoundé. What does this event represent for Cameroon?

For Cameroon, this Congress represents a major milestone, both symbolically and strategically. It reflects the trust placed in our country and highlights its sustained commitment to the development and modernization of the water and sanitation sector. By hosting this high-level continental gathering, Cameroon positions itself at the heart of African reflections on the sustainable improvement of essential services, directly benefiting populations.

For CAMWATER, this event offers a privileged platform to reaffirm its ambition to stand as a responsible public operator, open to innovation and fully committed to sectoral transformation. It is a strategic opportunity to share ongoing reforms, flagship projects, and future orientations, while learning from the experiences and best practices of other African operators.

Finally, the Congress underscores the imperative to strengthen institutional frameworks, mobilize appropriate financing, and integrate climate change considerations. The ongoing exchanges thus provide valuable insights and practical solutions to inform and enhance public policies and structuring projects in Cameroon.

What position does CAMWATER occupy today within the African water and sanitation sector?

CAMWATER is increasingly establishing itself as a reference public operator in Africa's drinking water sector, driven by institutional reforms, structuring investments,



and continuous modernization of management practices. This momentum enhances its credibility at both national and continental levels and aligns it fully with Africa's ambitions for universal access to water.

At the national level, CAMWATER is responsible for the full management of assets and rights related to public drinking water services, including production, conveyance, distribution, and billing in urban and peri-urban areas. The company has also been entrusted with the construction and management of wastewater sanitation infrastructure, including collection, transport, and treatment. The Cameroonian government has mandated CAMWATER to address the significant drinking water supply deficit across the country. In accordance with its concession contract, the company must implement structuring actions to increase production capacity,

improve water quality, and optimize service delivery.

To fulfill these missions, CAMWATER benefits from an appropriate legal framework. Although publicly owned, it is authorized to mobilize external resources to finance major initiatives strengthening its financial base, and to create subsidiaries for related activities such as pipe manufacturing, water meter production, project management, and water treatment processes.

At the heart of this transformation lies the presidential project of one million social connections over five years, aimed at accelerating access to drinking water, particularly in urban and peri-urban areas. The first phase targets 200,000 connections by 2027, serving as a major lever to reduce service gaps.

This program is supported by significant investments in production and distribution infrastructure, as well as by modern management tools,



décline par phases annuelles, avec une première campagne de 200 000 branchements à l'horizon 2027, constituant un levier majeur de réduction du déficit de desserte.

Ce programme est soutenu par des investissements importants dans les infrastructures de production et de distribution, ainsi que par la modernisation des outils de pilotage, incluant le déploiement de systèmes d'information géographique et le développement de solutions de paiement électronique. À Yaoundé, la CAMWATER se positionne ainsi comme un opérateur en mutation, engagé dans la coopération continentale au sein de l'AAEA.

En tant que Président en exercice de l'AAEA, comment appréciez-vous la mobilisation autour de ce 23^e Congrès ?

La mobilisation observée est particulièrement remarquable et témoigne du rayonnement croissant de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA) sur la scène continentale. L'augmentation significative du nombre de participants, passant de 1 500 à Nairobi en 2016 à près de 3 000 à Abidjan en 2023 illustre avec éloquence le positionnement stratégique de l'AAEA comme

plateforme panafricaine de référence, capable de fédérer décideurs publics, experts de haut niveau, opérateurs de services et partenaires techniques et financiers autour de solutions innovantes et durables.

Véritable carrefour scientifique, technique et économique, le Congrès conjugue des sessions thématiques de haut niveau, des ateliers opérationnels et des rencontres B-to-B ciblées, répondant ainsi aux attentes d'un public diversifié et exigeant. Dans un contexte marqué par l'intensification des défis liés à l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, à la croissance démographique et aux impacts du changement climatique, cet espace d'échanges s'impose comme un levier stratégique de coopération et d'innovation.

Cette forte mobilisation confirme le rôle central de l'AAEA dans l'orientation des réflexions, des décisions et des partenariats structurants du secteur, faisant du Congrès une plateforme incontournable pour le dialogue, le partage d'expériences et la co-construction de solutions durables pour l'Afrique.

Comment ce Congrès traduit-il la vision que vous portez pour l'AAEA ?

Ce Congrès incarne la vision d'une AAEA résolument dynamique, influente et tournée vers l'action. Il dépasse le cadre d'un simple espace d'échanges pour s'imposer comme une véritable plateforme de construction de partenariats stratégiques, d'élaboration de recommandations opérationnelles et de formalisation d'engagements concrets au service du secteur.

Mon ambition est que l'AAEA poursuive son accompagnement des membres bien au-delà du Congrès, en veillant à transformer les débats en actions mesurables et en résultats tangibles sur le terrain, au bénéfice direct des populations. Cette approche orientée vers l'impact constitue le socle d'une organisation engagée dans la performance et la

redevabilité.

Au-delà de l'AAEA, ma vision s'inscrit dans celle d'une Afrique capable de garantir à toutes ses populations un accès équitable à des services d'eau et d'assainissement sûrs, résilients et durables. Les solutions sont à portée de main : elles reposent sur le renforcement de la gouvernance, la mobilisation de financements innovants, l'adoption de technologies adaptées et l'investissement dans le capital humain. Dans cette dynamique, la coopération entre pays africains demeure un levier essentiel pour accélérer les progrès et réduire durablement les inégalités d'accès.

Quel message souhaitez-vous adresser aux participants réunis à Yaoundé ?

Je souhaite adresser à l'ensemble des congressistes réunis à Yaoundé un message chaleureux de bienvenue, ainsi que mes sincères remerciements pour leur engagement constant en faveur du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique. Votre présence illustre la mobilisation collective et la volonté partagée de bâtir des solutions durables au service des populations.

J'invite chaque participant à faire de ce Congrès un véritable espace de dialogue ouvert, de partage d'expériences et de co-construction, propice à l'émergence d'idées innovantes et de partenariats porteurs d'impact. Au-delà des échanges, notre responsabilité commune est de traduire nos réflexions en actions concrètes, mesurables et pérennes, capables d'améliorer durablement l'accès à des services d'eau et d'assainissement de qualité.

En conjuguant nos expertises, nos expériences et nos engagements, nous pouvons accélérer la transformation du secteur et contribuer efficacement au développement du continent africain, dans l'intérêt supérieur de nos communautés et des générations futures.

INTERVIEW

including the deployment of GIS and electronic payment solutions. In Yaoundé, CAMWATER thus positions itself as a transforming operator, actively engaged in continental cooperation within AfWASA.

As the current President of AfWASA, how do you assess the mobilization around this 23rd Congress?

The level of mobilization is remarkable and reflects the growing influence of AfWASA on the continental stage. The significant increase in participation from 1,500 attendees in Nairobi in 2016 to nearly 3,000 in Abidjan in 2023 clearly illustrates AfWASA's strategic positioning as a pan-African reference platform, capable of bringing together public decision-makers, high-level experts, service operators, and technical and financial partners around innovative and sustainable solutions.

A true scientific, technical, and economic crossroads, the Congress combines high-level thematic sessions, operational workshops, and targeted B2B meetings, thus meeting the expectations of a diverse and demanding audience. In a context marked by intensifying challenges related to universal access to water and sanitation, demographic growth, and climate change impacts, this forum stands out as a strategic lever for cooperation and innovation.

This strong mobilization confirms AfWASA's central role in shaping sectoral reflections, decisions, and structuring partnerships, making the Congress an essential platform for dialogue, experience sharing, and co-creation of sustainable solutions for Africa.

How does this Congress reflect the vision you hold for AfWASA?

This Congress embodies the vision of an AfWASA that is resolutely dynamic, influential, and action-oriented. It goes beyond a simple exchange forum to become a true platform for building strategic partnerships, developing operational recommendations, and formalizing concrete commitments in service of the sector.

My ambition is for AfWASA to continue supporting its members well beyond the Congress, ensuring that discussions translate into measurable actions and tangible results on the ground, directly benefiting populations. This impact-driven approach forms the foundation of an organization committed to performance and accountability.

Beyond AfWASA, my vision is that of an Africa capable of guaranteeing equitable access for all to safe, resilient, and sustainable water and sanitation services. Solutions are within reach: they rely on strengthened governance, innovative financing, the adoption of appropriate technologies, and

investment in human capital. In this dynamic, cooperation among African countries remains a key lever to accelerate progress and sustainably reduce access inequalities.

What message would you like to convey to participants gathered in Yaoundé?

I extend a warm welcome to all participants in Yaoundé and express my sincere appreciation for their continued commitment to advancing Africa's water and sanitation sector. Your presence reflects a collective mobilization and a shared determination to build sustainable solutions for populations.

I invite each participant to make this Congress a genuine space for open dialogue, experience sharing, and co-creation conducive to the emergence of innovative ideas and impactful partnerships. Beyond discussions, our shared responsibility is to translate reflections into concrete, measurable, and lasting actions capable of sustainably improving access to quality water and sanitation services.

By combining our expertise, experiences, and commitments, we can accelerate the transformation of the sector and contribute effectively to Africa's development, in the best interests of our communities and future generations.



23rd AfWASA ICE
23rd CIE AAEA
Yaoundé 2026



EAU ET
ASSAINISSEMENT
POUR TOUS :
DES ACTIONS FORTES
POUR L'AFRIQUE

WATER AND SANITATION FOR ALL:

BOLD ACTIONS FOR AFRICA

9 - 13 FÉVRIER 2026

FEBRUARY 9 - 13, 2026

+237 656 79 42 00 contact@afwasa2026.org

CONGRÈS INTERNATIONAL ET EXPOSITION DE L'ASSOCIATION
AFRICAINNE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT / INTERNATIONAL
CONGRESS AND EXHIBITION OF THE AFRICAN WATER AND
SANITATION ASSOCIATION



PALAIS DES CONGRÈS DE YAOUNDÉ
YAOUNDE CONFERENCE CENTER
<https://congress.afwasa.org>



Eau et assainissement pour tous : l'Afrique à l'épreuve de l'exécution



L'accès à l'eau potable et à l'assainissement ne relève plus d'un simple enjeu sectoriel. Il constitue aujourd'hui l'un des fondements les plus déterminants de la santé publique, de la dignité humaine, de la stabilité sociale, de la productivité économique et de la résilience climatique. Pourtant, à l'échelle mondiale, et plus particulièrement en Afrique, cette promesse universelle demeure largement inachevée.

Selon les estimations conjointes de l'OMS et de l'UNICEF, près de 418 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à un service d'eau potable géré en toute sécurité, tandis que plus de 700 millions de personnes sont privées d'un assainissement sûr. Le continent concentre ainsi une part disproportionnée des déficits mondiaux, alors même qu'il fait face à une urbanisation rapide, à une croissance démographique soutenue et à des chocs climatiques de plus en plus sévères.

C'est dans ce contexte que le thème du 23^e Congrès international et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA) « Eau et assainissement pour tous : des actions fortes pour l'Afrique » prend tout son sens. Plus qu'un slogan, il s'agit d'un appel à la lucidité collective : à l'approche de l'échéance 2030 des Objectifs de développement durable (ODD), l'heure n'est plus aux intentions, mais à l'accélération, à l'exécution et à la transformation profonde des systèmes.+

La question centrale n'est donc plus seulement quoi faire, mais comment faire mieux, plus vite et durablement, dans des contextes institutionnels, financiers et climatiques souvent fragiles.

Ce dossier propose une lecture à la fois scientifique, stratégique et opérationnelle des leviers capables de rendre l'accès universel crédible et mesurable en Afrique.

Une crise sanitaire encore trop silencieuse

L'absence d'eau sûre et d'assainissement géré en toute sécurité continue d'alimenter un lourd fardeau de maladies évitables : diarrhées, choléra, typhoïde, parasitoses, infections cutanées, mais aussi impacts indirects sur la nutrition, la scolarité et la santé maternelle et néonatale. Chaque année, des centaines de milliers de décès en Afrique subsaharienne sont directement ou indirectement liés à des services WASH inadéquats.

Les épisodes récurrents de maladies hydriques observés ces dernières années dans plusieurs pays d'Afrique australe et centrale, notamment au Zimbabwe, au Mozambique, au Malawi et dans l'est de la République démocratique du Congo, constituent de véritables signaux d'alerte. Sans relever d'une cause unique, ces crises révèlent des fragilités structurelles persistantes des systèmes d'eau et d'assainissement, confrontés à une urbanisation rapide, à des chaînes de traitement

insuffisamment sécurisées et à un contrôle limité des pollutions. À Lusaka, en Zambie, les épidémies de choléra antérieures à 2018 ont mis en évidence l'urgence de réformes intégrant investissements ciblés, gouvernance renforcée et régulation efficace de l'assainissement.

Une pression urbaine et périurbaine sans précédent

L'Afrique est le continent qui s'urbanise le plus rapidement. Chaque année, près de 30 à 40 millions de nouveaux citoyens viennent s'ajouter à des villes dont les infrastructures n'ont pas été conçues pour une telle croissance. Les réseaux d'eau et d'assainissement progressent souvent plus lentement que l'expansion urbaine, laissant se développer des zones périphériques insuffisamment desservies.

À Abidjan, Dakar, Nairobi ou Lagos, les quartiers informels et périurbains deviennent des "zones grises" : non raccordées, exposées aux inondations, dépendantes de

Water and Sanitation for All: Africa Put to the Test of Implementation



Access to safe drinking water and sanitation is no longer a purely sectoral issue. It has become one of the most critical foundations of public health, human dignity, social stability, economic productivity, and climate resilience. Yet, at the global level and particularly in Africa this universal promise remains largely unfulfilled.

According to joint estimates by the World Health Organization (WHO) and UNICEF, nearly 418 million Africans still lack access to safely managed drinking water services, while more than 700 million people remain without safely managed sanitation. Africa therefore bears a disproportionate share of global service deficits, even as it faces rapid urbanization, sustained population growth, and increasingly severe climate shocks.

It is against this backdrop that the theme of the 23rd International Congress and Exhibition of the African Water and Sanitation Association “Water and Sanitation for All: Strong Actions for Africa” takes on its full meaning. More than a slogan, it is a call for collective realism: as the 2030 deadline for the Sustainable Development Goals (SDGs) approaches, the time is no longer for declarations of intent, but for acceleration, execution, and deep systemic transformation.

The central question is therefore no longer simply what needs to be done, but how to do it better, faster, and more sustainably within institutional, financial, and climatic contexts that are often fragile.

This paper offers a scientific, strategic, and operational perspective on the levers capable of making universal access to water and sanitation both credible and measurable across Africa.

A Multidimensional Crisis: Health, Cities, Climate, and Finance

A Public Health Crisis That Remains Largely Invisible

The lack of safe water and safely managed sanitation continues to fuel a heavy burden of preventable diseases, including diarrhea, cholera, typhoid, parasitic infections, and skin diseases, as well as indirect impacts on nutrition,

education, and maternal and neonatal health. Each year, hundreds of thousands of deaths in sub-Saharan Africa are directly or indirectly linked to inadequate WASH services.

The recurring outbreaks of waterborne diseases observed in recent years in several Southern and Central African countries notably Zimbabwe, Mozambique, Malawi, and eastern Democratic Republic of Congo serve as stark

solutions coûteuses comme les camions-citernes ou la revente informelle. Dans certains contextes, les ménages pauvres paient jusqu'à 10 fois plus cher le mètre cube d'eau que les abonnés connectés au réseau, pour une qualité pourtant inférieure.

Le choc climatique, un changement de paradigme

Sécheresses prolongées au Sahel, inondations répétées en Afrique de l'Ouest, salinisation des nappes côtières au Sénégal, au Bénin ou au Ghana : le changement climatique n'est plus une variable d'arrière-plan. Il redéfinit la sécurité hydrique et impose une transformation des modes de planification.

La crise du "Day Zero" à Cape Town a démontré que même des métropoles relativement bien équipées peuvent être mises en tension extrême en l'absence de diversification des sources, de gestion de la demande et de gouvernance intégrée. Désormais, la résilience des services d'eau et d'assainissement exige des infrastructures robustes, mais aussi une planification hydrologique, une gestion des risques et une coordination intersectorielle étroite entre eau, énergie, agriculture, aménagement du territoire et environnement.

Une contrainte financière et institutionnelle persistante

Les besoins d'investissement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique subsaharienne sont très élevés et se chiffrent à plusieurs dizaines de milliards de dollars par an pour progresser vers l'ODD 6. Toutefois, la mobilisation de ces ressources se heurte à des contraintes structurelles persistantes, notamment la capacité d'endettement limitée des États et des opérateurs, la fragilité des modèles tarifaires et l'efficacité inégale de la dépense publique. Dans ce contexte, l'enjeu majeur ne consiste pas seulement à accroître les financements, mais à en améliorer l'efficacité, en réduisant les pertes, en sécurisant les revenus, en renforçant la performance opérationnelle et en garantissant l'exploitation et la maintenance des infrastructures, conditions indispensables à la durabilité des investissements.

L'accès universel : un objectif technique et une réforme de système

Parler d'« eau et assainissement pour tous » ne peut se limiter à une augmentation des taux de couverture. Il s'agit de garantir un service répondant à des critères clairs : continuité, qualité, accessibilité financière, sécurité sanitaire et fiabilité.

Un forage sans maintenance n'est pas un service. Une

station d'épuration sans exploitation durable n'est pas une solution. Les actions fortes attendues reposent sur la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur :

• Ressource → captage → production → distribution → contrôle qualité → relation client → maintenance → gestion patrimoniale,

• et pour l'assainissement :

accès/collecte → vidange/transport → traitement → rejet ou valorisation conforme → contrôle réglementaire.

Faire mieux avec l'existant : un levier immédiat

Dans de nombreux pays africains, l'amélioration de la performance des systèmes existants peut libérer une capacité équivalente à de nouveaux investissements. La réduction des fuites, l'optimisation énergétique, la fiabilisation de la facturation et le recouvrement permettent d'augmenter l'offre sans construire de nouvelles infrastructures coûteuses.

À Kampala, la National Water and Sewerage Corporation (NWSC) a réussi à réduire l'eau non facturée à environ 33 %, contre plus de 45 % une décennie plus tôt. Ces gains ont permis d'étendre le service à des quartiers défavorisés

tout en améliorant la viabilité financière de l'opérateur. À Ouagadougou, l'optimisation énergétique des stations de pompage a significativement réduit les coûts d'exploitation, renforçant la soutenabilité du modèle économique.

Eau potable : trois combats structurants

1. Lutter contre l'eau non facturée : un gisement d'eau et de revenus

L'eau non facturée (ENF) fuites physiques, erreurs de

comptage, fraude, dysfonctionnements commerciaux constitue l'un des principaux freins à l'extension durable des services. Dans de nombreuses villes africaines, elle dépasse 35 à 45 % de la production.

Les actions efficaces reposent sur une combinaison de mesures techniques et de gouvernance : sectorisation des réseaux, gestion de la pression, détection active de fuites, renouvellement ciblé, comptage fiable à tous les niveaux, lutte antifraude et pilotage par indicateurs. À Phnom Penh (souvent citée en référence mondiale), la réduction drastique de l'ENF a précédé toute extension massive du réseau une leçon largement transposable aux contextes africains.

2. Qualité de l'eau et sécurité sanitaire

La sécurité de l'eau repose sur une approche dite "multibarrière" : protection de la ressource, traitement adapté, distribution sûre et surveillance continue. Les Plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (Water



warning signals. While not attributable to a single cause, these crises reveal persistent structural weaknesses in water and sanitation systems, exacerbated by rapid urbanization, insufficiently secured treatment chains, and limited control of pollution.

In Lusaka, Zambia, cholera outbreaks prior to 2018 underscored the urgent need for reforms combining targeted investments, strengthened governance, and effective regulation of sanitation services.

Unprecedented Urban and Peri-Urban Pressure

Africa is the fastest-urbanizing continent in the world. Each year, an estimated 30 to 40 million new urban residents are added to cities whose infrastructure was never designed to accommodate such rapid growth. Water and sanitation networks often expand more slowly than urban sprawl, resulting in the proliferation of underserved peripheral and peri-urban areas.

In cities such as Abidjan, Dakar, Nairobi, and Lagos, informal and peri-urban settlements increasingly become “grey zones”: unconnected to networks, highly exposed to flooding, and reliant on costly alternatives such as water trucking or informal resale. In some contexts, low-income households pay up to ten times more per cubic meter of water than households connected to the network often for water of inferior quality.

The Climate Shock: A Paradigm Shift

Prolonged droughts in the Sahel, recurrent flooding in West Africa, and the salinization of coastal aquifers in countries such as Senegal, Benin, and Ghana illustrate that climate change is no longer a background variable. It is redefining water security and fundamentally reshaping planning paradigms.

The “Day Zero” crisis in Cape Town demonstrated that even relatively well-equipped metropolitan areas can face extreme stress in the absence of diversified water sources, effective demand management, and integrated governance. Today, the resilience of water and sanitation services requires not only robust infrastructure, but also integrated hydrological planning, risk management, and close intersectoral coordination among water, energy, agriculture, land-use planning, and environmental sectors.

Persistent Financial and Institutional Constraints

Investment needs in the water and sanitation sector in sub-Saharan Africa are extremely high, amounting to tens of billions of dollars annually to make meaningful progress toward SDG 6. However, mobilizing these resources continues to be constrained by persistent structural challenges, including limited borrowing capacity of governments and utilities, fragile tariff models, and uneven public expenditure efficiency.

In this context, the central challenge is not only to increase

financing volumes, but to improve the effectiveness of investments by reducing losses, securing revenues, strengthening operational performance, and ensuring sustainable operation and maintenance of infrastructure, all of which are essential conditions for long-term investment sustainability.



Universal Access: A Technical Objective and a Systemic Reform

Achieving “water and sanitation for all” cannot be reduced to increasing coverage rates alone. It requires delivering services that meet clear and measurable criteria: continuity, quality, affordability, public health safety, and reliability.

A borehole without maintenance is not a service. A wastewater treatment plant without sustainable operation is not a solution. The “strong actions” required depend on full control of the entire service value chain:

- Resource → abstraction → production → distribution → water quality control → customer relations → maintenance → asset management,
- and, for sanitation: access/collection → emptying/transport → treatment → compliant discharge or reuse → regulatory oversight.

Doing Better with Existing Systems: An Immediate Lever

In many African countries, improving the performance of existing systems can unlock capacity equivalent to that of new investments. Reducing water losses, optimizing energy use, strengthening billing systems, and improving revenue collection can increase service supply without the need for costly new infrastructure.

In Kampala, the National Water and Sewerage Corporation (NWSC) succeeded in reducing non-revenue water to approximately 33%, down from over 45% a decade earlier. These gains enabled service expansion into low-income neighborhoods while improving the utility’s financial viability. In Ouagadougou, energy optimization of pumping stations significantly reduced operating costs, strengthening the sustainability of the utility’s business model.



Au Rwanda, les Plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau ont permis de structurer une surveillance systématique des risques, depuis les bassins versants jusqu'aux points de distribution. Cette approche améliore l'identification et la maîtrise des vulnérabilités tout au long de la chaîne de service. Dans des réseaux vieillissants ou intermittents, elle favorise une prévention proactive des risques sanitaires plutôt qu'une gestion réactive des incidents.

3. Continuité du service et maîtrise de l'énergie

L'intermittence de l'approvisionnement accroît les risques sanitaires et fragilise la confiance des usagers. Par ailleurs, la facture énergétique représente souvent 30 à 40 % des coûts d'exploitation des services d'eau.

Les actions prioritaires visent l'amélioration de l'efficacité énergétique et opérationnelle des services d'eau, notamment par l'optimisation du pompage, la diversification des sources et l'intégration ciblée d'énergies renouvelables. Au Kenya, des projets décentralisés combinant solaire et stockage renforcent la résilience des systèmes en zones semi-arides, sans encore constituer une solution généralisée à l'échelle nationale.

Assainissement : de l'oublié au pilier de santé publique

Si l'eau potable est visible et politiquement valorisée, l'assainissement reste souvent le parent pauvre des politiques publiques, alors qu'il conditionne directement la santé des populations et la qualité des ressources hydriques. L'Afrique doit opérer un saut qualitatif : passer d'initiatives dispersées à des systèmes d'assainissement structurés, urbains et ruraux.

Citywide Inclusive Sanitation : servir toute la ville

Les réseaux d'égouts ne couvriront pas l'ensemble des zones urbaines à court terme. L'approche Citywide Inclusive Sanitation (CWIS) propose une réponse réaliste : combiner égouts, solutions décentralisées et gestion complète des boues de vidange.

À Dakar, la structuration progressive de la filière de vidange, combinée à l'exploitation de stations de traitement des boues de vidange, a permis d'améliorer de manière significative la gestion des excréments à l'échelle urbaine et de réduire les risques sanitaires et environnementaux. À l'échelle métropolitaine, ces dispositifs ont contribué, sur la durée, à la sécurisation de volumes importants de boues traitées. Cette expérience illustre qu'un assainissement organisé comme un véritable service public peut être efficacement mis en œuvre, y compris en dehors des réseaux d'égouts conventionnels.

Assainissement et économie circulaire

Bien conçu, l'assainissement peut générer des emplois et une chaîne de valeur locale : équipements, services, maintenance, traitement et valorisation. Toutefois, la circularité ne doit jamais devancer la sécurité sanitaire. La réutilisation des sous-produits exige des standards, des contrôles et une traçabilité rigoureuse.

Gouvernance, régulation et financement : les fondations invisibles

Les infrastructures ne produisent des résultats durables que si elles s'inscrivent dans une gouvernance crédible. Cela implique des rôles clairs entre État, collectivités, opérateurs, régulateurs et usagers, ainsi que des mécanismes de transparence et de redevabilité.

Une régulation efficace protège l'utilisateur tout en sécurisant l'investisseur. Elle repose sur des données fiables, des audits réguliers et des systèmes d'incitation à la performance. La décentralisation peut renforcer la réactivité et l'adaptation locale des services à condition d'être accompagnée de compétences techniques adéquates, de ressources financières suffisantes et de mécanismes de contrôle efficaces, seuls garants d'une prise de décision de proximité réellement performante et durable. Sur le plan financier, l'action forte consiste à financer mieux, en équilibrant trois piliers :

1. Tarification et recouvrement crédibles, avec des mécanismes de protection sociale ciblés ;
2. Investissements bien préparés, fondés sur des études de qualité ;
3. Exploitation et maintenance sécurisées, condition de

Drinking Water: Three Structuring Battles

1. Tackling Non-Revenue Water: A Hidden Source of Water and Revenue

Non-revenue water (NRW) resulting from physical leaks, metering errors, fraud, and commercial inefficiencies remains one of the main barriers to sustainable service expansion. In many African cities, NRW exceeds 35–45% of total production.

Effective interventions rely on a combination of technical and governance measures, including network zoning, pressure management, active leak detection, targeted pipe renewal, reliable metering at all levels, anti-fraud measures, and performance-based management. In Phnom Penh often cited as a global benchmark—the dramatic reduction of NRW preceded any major network expansion, a lesson that is highly transferable to African contexts.

2. Water Quality and Public Health Safety

Water safety is built on a multi-barrier approach: source protection, appropriate treatment, safe distribution, and continuous monitoring. Water Safety Plans (WSPs) are increasingly being adopted across Africa.

In Rwanda, Water Safety Plans have enabled the establishment of systematic risk monitoring from catchment areas to points of distribution. This approach strengthens the identification and control of vulnerabilities throughout the service chain. In aging or intermittent networks, it supports proactive prevention of health risks rather than reactive crisis management.

3. Service Continuity and Energy Management

Intermittent water supply increases health risks and undermines user trust. At the same time, energy costs often account for 30–40% of water utilities' operating expenditures.

Priority actions focus on improving energy and operational efficiency, particularly through pump optimization, source diversification, and targeted integration of renewable energy. In Kenya, decentralized projects combining solar power and storage have enhanced system resilience in semi-arid areas, although they do not yet represent a nationwide solution.

Sanitation: From Neglected Sector to Public Health Pillar

While drinking water services are visible and politically prioritized, sanitation often remains the neglected component of public policy despite its direct impact on public health and water resource protection. Africa must make a qualitative leap, moving from fragmented initiatives to structured urban and rural sanitation systems.

Citywide Inclusive Sanitation: Serving the Entire City

Conventional sewer networks will not cover all urban areas in the short to medium term. The Citywide Inclusive Sanitation (CWIS) approach offers a realistic alternative

by combining sewer systems, decentralized solutions, and full fecal sludge management.

In Dakar, the progressive structuring of the desludging value chain, combined with the operation of fecal sludge treatment plants, has significantly improved excreta management at the citywide level, reducing health and environmental risks. Over time, these systems have contributed to securing the treatment of large volumes of sludge. This experience demonstrates that sanitation, when organized as a true public service, can be effectively delivered even beyond conventional sewer networks.

Sanitation and the Circular Economy

When well designed, sanitation can generate jobs and support a local value chain encompassing equipment, services, maintenance, treatment, and resource recovery. However, circularity must never take precedence over public health safety. The reuse of by-products requires robust standards, effective monitoring, and strict



traceability.

Governance, Regulation, and Financing: The Invisible Foundations

Infrastructure delivers sustainable results only when anchored in credible governance. This requires clearly defined roles and responsibilities among the State, local authorities, service providers, regulators, and users, as well as robust mechanisms for transparency and accountability.

Effective regulation protects users while providing security for investors. It is grounded in reliable data, regular audits, and performance-based incentive systems. Decentralization can enhance responsiveness and local adaptation of services, provided it is accompanied by adequate technical capacity, sufficient financial resources, and effective oversight mechanisms conditions that are essential for truly effective and sustainable local decision-making.

From a financial perspective, “strong action” means financing better, by balancing three core pillars:

1. Credible tariff and revenue collection systems, complemented by targeted social protection mechanisms;
2. Well-prepared investments, based on high-quality technical and feasibility studies;

la durabilité.

Les financements climatiques offrent une opportunité croissante, mais ils exigent des projets démontrant impact, résilience et capacité de suivi. L'Afrique doit renforcer ses pipelines de projets bancables et ses dispositifs de mesure.

Capital humain, inclusion et équité

Les actions fortes ne se limitent pas aux infrastructures. Elles se jouent dans les organisations : compétences, leadership, culture de performance, discipline d'exécution et éthique. Former les opérateurs, les régulateurs, les municipalités et les jeunes professionnels, c'est sécuriser la durabilité des investissements. L'universalité n'est pas une moyenne statistique. Elle implique d'atteindre aussi les zones difficiles, les ménages pauvres, les écoles, les centres de santé et les populations déplacées. Les femmes et les filles, particulièrement affectées par l'absence d'assainissement sûr, doivent être intégrées de manière structurée aux politiques, aux budgets et aux indicateurs.

Yaoundé 2026 : du constat aux coalitions d'exécution

Le 23^e Congrès de l'AAEA à Yaoundé peut devenir un moment charnière s'il dépasse le débat pour déclencher des coalitions opérationnelles : programmes de performance, partenariats industriels, engagements de financement, normes de gouvernance et mécanismes de suivi.

Des actions fortes pour l'Afrique signifient alors : renforcer les systèmes autant que les ouvrages, investir dans la maintenance autant que dans l'expansion, intégrer la résilience climatique dès la conception, structurer l'assainissement comme un service complet, bâtir des modèles financiers crédibles et placer le capital humain au centre.

L'Afrique n'a pas besoin de promesses supplémentaires. Elle a besoin d'exécution, de coopération et de résultats mesurables. Si science, décision publique, industrie et finance s'alignent autour d'objectifs clairs, alors l'eau et l'assainissement pour tous cesseront d'être une ambition lointaine pour devenir une trajectoire crédible, au service de la dignité, de la santé et de la souveraineté du continent.

3. Secure operation and maintenance, which is the cornerstone of long-term sustainability.

Climate finance represents a growing opportunity, but it requires projects capable of demonstrating impact, resilience, and robust monitoring frameworks. Africa must strengthen its pipeline of bankable projects and its measurement and reporting systems.

Human Capital, Inclusion, and Equity

Strong actions extend beyond infrastructure alone. They are rooted within organizations in skills development, leadership, performance culture, execution discipline, and ethics. Building the capacities of utilities, regulators, municipalities, and young professionals is essential to securing the sustainability of investments. Universality is not a statistical average. It means reaching underserved and hard-to-reach areas, low-income households, schools, health centers, and displaced populations. Women and girls, who are disproportionately affected by the lack of safely managed sanitation, must be systematically integrated into policies, budgets, and performance indicators.



Yaoundé 2026: From Diagnosis to Coalitions for Execution

The 23rd AfWASA Congress in Yaoundé can become a pivotal moment if it moves beyond debate to trigger operational

coalitions performance improvement programs, industrial partnerships, financing commitments, governance standards, and monitoring mechanisms.

"Strong actions for Africa" therefore mean strengthening systems as much as infrastructure, investing in maintenance as much as expansion, embedding climate resilience from the design phase, structuring sanitation as a complete public service, building credible financial models, and placing human capital at the center of reform. Africa does not need additional promises. It needs execution, cooperation, and measurable results. If science, public decision-making, industry, and finance align around clear objectives, then water and sanitation for all will cease to be a distant aspiration and become a credible trajectory serving the dignity, health, and sovereignty of the continent.



SOTICI,
UNE EXPERTISE UNIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST !



01 B.P. 178 Abidjan 01 •

☎ (225) 27 21 36 13 76 • ☎ (225) 27 21 36 25 42 / 27 21 36 06 20

✉ Email : info@sotici.com • www.sotici.com

Une vocation pour l'eau : le parcours inspirant de Fatou Ndiaye

Dans notre rubrique Portrait, nous allons à la rencontre de Fatou Ndiaye, une ingénieure passionnée qui a dédié sa carrière au secteur de l'eau et de l'assainissement. Depuis ses débuts à l'École Polytechnique de Thiès jusqu'à ses fonctions de direction à la SONES, elle a su s'imposer dans un milieu longtemps masculin et œuvrer pour un meilleur accès à l'eau au Sénégal. Engagée pour le leadership féminin, elle transmet aujourd'hui un message d'espoir aux jeunes filles qui souhaitent suivre ses pas.



Défendre sa place et faire la différence

En 1996, lors de la réforme du secteur hydraulique au Sénégal, elle fut sélectionnée parmi les premiers agents techniques de la SONES. Malgré une proposition pour un poste en planification, elle a préféré rester sur le terrain, convaincue que « les techniciens donnent le meilleur d'eux-mêmes dans leur domaine de prédilection ». Par son plaidoyer, elle a obtenu de rester à la Direction des Travaux, où elle a pu concrètement contribuer à la réalisation d'infrastructures majeures.

Fière de ne jamais avoir perçu sa féminité comme un obstacle, elle témoigne : « J'ai toujours agi comme un homme, sans chercher à mettre en avant ma condition de femme ». Cette attitude lui a valu respect et admiration dans un milieu longtemps dominé par les hommes.

Une femme au cœur des défis techniques et humains

Son parcours a été jalonné de responsabilités croissantes : chef de projet, directrice des études, directrice des travaux, puis secrétaire générale de la SONES avant sa retraite en 2023. « Être la seule femme pendant quinze ans dans la Direction des Travaux n'a jamais freiné ma détermination », affirme-t-elle.

Son travail a impacté la vie de millions de personnes, notamment lors de la gestion de crises comme la pénurie d'eau à Dakar en 2013. Elle souligne aussi l'importance du rôle genre dans ce secteur : « L'allègement de la corvée d'eau pour les femmes est une dimension clé de nos projets, célébrée notamment par l'Agence

Française de Développement qui m'a reconnue comme modèle en 2018. »

Promouvoir le leadership féminin grâce à l'AAEA

L'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA) a joué un rôle déterminant dans son développement professionnel, en créant des réseaux pour favoriser l'épanouissement des femmes dans le secteur. Elle-même a cofondé en 2017 le Réseau des Femmes Professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal (RFPEAS), dont elle est présidente.

« Ce réseau permet de partager les bonnes pratiques, d'encourager les jeunes filles à s'orienter vers les sciences, et de promouvoir le leadership féminin dans nos institutions », explique-t-elle. L'enjeu est aussi de mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes dans l'accès à l'eau, en réduisant la pénibilité de la corvée et en facilitant l'accès aux réseaux.

Un message d'espoir pour les jeunes filles

Enfin, elle adresse un message fort aux jeunes filles : « Ayez confiance en vous, armez-vous de résilience et de curiosité intellectuelle. Engagez-vous dans les filières scientifiques et brisez les tabous sexistes. Investissez dans votre formation continue et cherchez des modèles inspirants ».

Elle insiste sur la nécessité de s'affirmer professionnellement et de viser l'excellence pour réussir dans un secteur en pleine mutation. « C'est ainsi que vous contribuerez au progrès social et au bien-être de vos communautés », conclut-elle avec conviction.

L'engagement de cette ingénieure dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement est avant tout une vocation, née dès ses études à l'École Polytechnique de Thiès, au Sénégal. Intégrée en 1983 dans la deuxième promotion de femmes admises, elle s'est rapidement passionnée pour l'hydraulique. « Mon mémoire de fin d'études portait sur un système de stockage des eaux de ruissellement, une première porte d'entrée dans ce domaine fascinant », confie-t-elle.

Sa formation s'est poursuivie en Belgique où, grâce à une bourse, elle a approfondi ses connaissances en hydrologie, notamment sur une nappe aquifère très sollicitée autour de Dakar, une métropole en pleine expansion. « Le fort impact de l'eau sur la vie quotidienne des populations est une motivation constante, au-delà des défis techniques », explique-t-elle.

Cette formation en Belgique été sanctionnée par une Maîtrise en Sciences Appliquées et un Grade Scientifique Complémentaire d'Ingénieur Civil en Hydrologie obtenue au niveau de la Faculté Polytechnique de Mons avec la mention : « Grande Distinction ».

Corrélateur et détecteur électro- acoustique combinés

SeCorrPhon AC 200

- + Corrélation sur réseaux plastiques automatisée et fiabilisée
- + Protection IP67 et connexions intégralement sans fil
- + Fonction intégrée recherche et confirmation acoustique
- + Interface tactile couleur haute résolution





camwater

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

NOS GRANDS CHANTIERS

- 1- **Projet d'alimentation en eau potable 09 villes phase 2 (Maroua, Garoua, Garoua-Boula : Dschang et Yabassi) ;**
- 2- **Projet de rhabilitation et d'extension de la station de production d'eau potable de Japoma-Douala;**
- 3- **Le projet présidentiel d'un million de branchements sur 5 ans dont la première phase annuelle est de 200 000 branchements neufs;**
- 4- **Le projet d'urgence pour une meilleure intégration du volume d'eau supplémentaire du PAEPYS.**



Nos perspectives

- 1- **le Projet de sécurité de l'eau au Cameroun (SEWASH);**
- 2- **Le projet de reconfiguration des systèmes d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé ;**
- 3- **Le projet de reconfiguration des systèmes d'alimentation en eau potable de la ville de Douala;**
- 4- **Le projet d'approvisionnement en eau potable dans 20 villes secondaires du Cameroun ;**
- 5- **Le projet PforR (Program for Results), soutenu par la Banque mondiale, qui introduit une approche innovante fondée sur les résultats, la performance et la bonne gouvernance.**



 www.camwater.cm
 infos@camwater.cm
 Tel : 652 92 92 92 / 698 73 73 33
 [cameroonWater](https://twitter.com/cameroonWater)
 [CAMWATER](https://www.linkedin.com/company/CAMWATER)
 [camwaterofficiel](https://www.facebook.com/camwaterofficiel)
 524 Douala - Koumassi

A vocation for water: the inspiring story of Fatou Ndiaye

In our Portrait section, we are meeting with Fatou Ndiaye, a passionate engineer who has dedicated her career to the water and sanitation sector. From her beginnings at the École Polytechnique de Thiès to her management functions at SONES, she has made her mark in an environment that was long male-dominated, working to improve access to water in Senegal. Committed to women's leadership, she now passes on a message of hope to young girls who wish to follow in her footsteps.

The journey of a passionate engineer



This engineer's commitment to the water and sanitation sector is first and foremost a vocation, born of her studies at the École Polytechnique in Thiès, Senegal. Joining the second class of women admitted in 1983, she quickly developed a passion for water. «My dissertation was on a runoff water storage system, which was my first introduction to this fascinating field», she confides.

Her training continued in Belgium, where, thanks to a scholarship, she was able to deepen her knowledge of hydrology, in particular with regard to an aquifer in great demand around Dakar, a rapidly expanding metropolis. «The strong impact of water on people's daily lives is a constant motivation, above and beyond the technical challenges,» she explains.

Her training in Belgium culminated in a Master's degree in Applied Sciences and an additional scientific grade of Civil Engineer in Hydrology from the Faculté Polytechnique de Mons, with the grade: «Great Distinction».

Defending our place and making a difference

In 1996, during the reform of Senegal's water sector, she was selected as one of SONES' first technical agents. Despite being offered a position in planning, she preferred to stay in the field, convinced that «technicians give their best in their chosen field». Through her advocacy, she managed to stay on in the Works Department, where she was able to make a tangible contribution to the construction of major infrastructures.

Proud of never having perceived her femininity as an obstacle, she says: «I've always acted like a man, without trying to emphasize my status as a woman. This attitude has earned her respect and admiration in a world long dominated by men.

A woman at the heart of technical and human challenges

Her career was marked by increasing responsibilities: project manager, director of studies, director of works, then general secretary of SONES before her retirement in 2023. «Being the only woman in the Works Department for fifteen years never dampened my determination,» she asserts.

Her work has had an impact on the lives of millions of people, particularly when managing crises such as the water shortage in Dakar in 2013. She also stresses the importance of the gender role in this sector: «Alleviating the drudgery of water for women is a key dimension of our projects, celebrated in particular by the French Development Agency, which recognized me as a role model in 2018.»

Promoting women's leadership through AfWASA

The African Water and Sanitation Association (AfWASA) has been instrumental in her professional development, creating networks to foster the development of women in the sector. She co-founded the Network of Professional Women in Water and Sanitation of Senegal (RFPEAS) in 2017, of which she is president.

«This network enables us to share best practices, encourage young girls to go into scientific fields, and promote female leadership in our institutions,» she explains. The challenge is also to better meet the specific needs of women in terms of access to water, by reducing the drudgery of the chore and facilitating access to networks.

A message of hope for young girls

Finally, she has a strong message for young girls: «Have confidence in yourself, arm yourself with resilience and intellectual curiosity. Get involved in science and break down sexist taboos. Invest in your continuing education and look for inspiring role models».

She insists on the need to assert yourself professionally and strive for excellence to succeed in a rapidly changing sector. «This is how you will contribute to social progress and the well-being of your communities,» she concludes with conviction.

Renouveler les camions de vidange en Afrique : l'exemple innovant du Sénégal

Dans la plupart des villes africaines, la gestion des boues de vidange constitue le principal mode d'assainissement pour une large majorité des ménages. Les camions de vidange jouent ainsi un rôle central dans la chaîne de service. Pourtant, ce maillon stratégique est confronté à de nombreuses contraintes : vétusté du parc roulant, coûts d'exploitation élevés, accès limité au financement et impacts environnementaux négatifs. Face à ces défis, le Programme de Renouvellement des Camions de Vidange (PARC), mis en œuvre au Sénégal, s'impose comme une innovation structurante portée par le secteur privé et susceptible d'être répliquée à l'échelle africaine.

Un secteur vulnérable et sous-financé

Dans de nombreux pays africains, plus de 70 % des ménages dépendent de systèmes d'assainissement non collectifs. Le vieillissement des camions entraîne des pannes fréquentes, des rejets incontrôlés et des risques sanitaires pour les opérateurs, tout en augmentant le coût du service pour les ménages. À cela s'ajoute une difficulté majeure : l'exclusion quasi systématique des opérateurs privés des circuits classiques de financement bancaire, faute de garanties adaptées et de mécanismes dédiés.

Le PARC : une innovation financière et opérationnelle

Pour répondre à ces blocages structurels, le PARC repose sur une approche intégrée combinant un mécanisme de financement adapté aux réalités économiques des PME de l'assainissement, une organisation collective des opérateurs favorisant la mutualisation des risques, le renouvellement ciblé de camions plus performants et moins polluants, ainsi que l'alignement avec les

objectifs nationaux d'assainissement et de protection de l'environnement. Grâce à ce dispositif, des ressources publiques et privées ont été mobilisées pour financer l'acquisition de camions modernes, améliorant la qualité et la fiabilité du service.

Des résultats concrets

Les premiers résultats du PARC sont significatifs. Le programme a permis d'améliorer la continuité et la sécurité des services de vidange, de réduire les coûts d'exploitation et les pannes techniques, de renforcer la professionnalisation et la formalisation des entreprises du secteur, et de limiter les impacts environnementaux liés aux émissions et aux déversements incontrôlés. Sur le plan institutionnel, le PARC a également consolidé la reconnaissance du secteur privé comme acteur clé de l'assainissement urbain.

Un modèle répliquable à l'échelle africaine

Le caractère innovant du PARC réside également dans sa répliquabilité. Les contraintes auxquelles il répond sont communes à de nombreuses villes africaines : urbanisation rapide, forte dépendance à l'assainissement non collectif et faibles capacités d'investissement des opérateurs privés. Le modèle est suffisamment flexible pour être adapté aux contextes nationaux, en tenant compte des cadres réglementaires, des mécanismes de garantie et des partenariats avec les institutions financières locales.

Le rôle stratégique du réseau APAA

Le réseau de l'Association Panafricaine des Acteurs de l'Assainissement (APAA) constitue un levier stratégique pour la diffusion du modèle PARC. À travers ce réseau, il est possible de partager les enseignements et bonnes pratiques issues de l'expérience sénégalaise,



d'accompagner les opérateurs privés dans la structuration de projets similaires, de faciliter le dialogue avec les États, collectivités et bailleurs de fonds, et de promouvoir des standards communs en matière de performance technique, environnementale et financière. Cette dynamique pourrait permettre une mise à l'échelle coordonnée et cohérente du programme à l'échelle continentale.

Le PARC démontre qu'il est possible de moderniser durablement le secteur de la vidange en Afrique en plaçant le secteur privé au cœur des solutions. En combinant innovation financière, structuration des acteurs et objectifs environnementaux, ce modèle constitue une réponse concrète aux défis de l'assainissement urbain. Sa réplification dans les pays membres de l'APAA représente une opportunité majeure pour accélérer l'atteinte de l'ODD 6.2, et bâtir des services d'assainissement plus inclusifs, résilients et durables sur le continent. Leçons apprises entre les pays africains.

Renewing sewage trucks in Africa: Senegal's innovative example



In most African cities, sewage sludge management is the main sanitation method for the vast majority of households. Sewage trucks therefore play a central role in the service chain. However, this strategic link faces numerous constraints: an aging fleet, high operating costs, limited access to financing, and negative environmental impacts. In response to these challenges, the Septic Tank Truck Renewal Program (PARC), implemented in Senegal, stands out as a structural innovation driven by the private sector and likely to be replicated across Africa.

A vulnerable and underfunded sector

In many African countries, more than 70% of households rely on non-collective sanitation systems. Aging trucks lead to frequent breakdowns, uncontrolled discharges, and health risks for operators, while increasing

the cost of service for households. Added to this is a major difficulty: the almost systematic exclusion of private operators from traditional bank financing channels due to a lack of suitable guarantees and dedicated mechanisms

PARC: financial and operational innovation

To address these structural obstacles, PARC relies on an integrated approach combining a financing mechanism tailored to the economic realities of sanitation SMEs, a collective organization of operators promoting risk sharing, the targeted replacement of trucks with more efficient and less polluting models, and alignment with national sanitation and environmental protection objectives. Thanks to this mechanism, public and private resources have been mobilized to finance the acquisition of modern trucks, improving the quality and reliability of the service.

Concrete results

The initial results of PARC are significant. The program has improved the continuity and safety of sewage services, reduced operating costs and technical breakdowns, strengthened the professionalization and formalization of companies in the sector, and limited the environmental impacts associated with emissions and uncontrolled spills. At the institutional level, PARC has also consolidated the recognition of the private sector as a key player in urban sanitation.

A model that can be replicated across Africa

The innovative nature of PARC also lies in its replicability. The constraints

it addresses are common to many African cities: rapid urbanization, heavy reliance on informal sanitation, and low investment capacity among private operators. The model is flexible enough to be adapted to national contexts, taking into account regulatory frameworks, guarantee mechanisms, and partnerships with local financial institutions

The strategic role of the PASA network

The Pan-African Association of Sanitation Actors (PASA) network is a strategic lever for disseminating the PARC model. Through this network, it is possible to share lessons learned and best practices from the Senegalese experience, support private operators in structuring similar projects, facilitate dialogue with governments, local authorities, and donors, and promote common standards for technical, environmental, and financial performance. This dynamic could enable coordinated and consistent scaling up of the program across the continent.

The PARC demonstrates that it is possible to sustainably modernize the sanitation sector in Africa by placing the private sector at the heart of the solutions. By combining financial innovation, stakeholder structuring, and environmental objectives, this model provides a concrete response to the challenges of urban sanitation. Its replication in PASA member countries represents a major opportunity to accelerate the achievement of SDG 6.2 and build more inclusive, resilient, and sustainable sanitation services on the continent. Lessons learned between African countries.

Burkina Faso/ L'ONEA construit une station de traitement des boues de vidange



Face aux défis croissants liés à l'assainissement urbain et à la santé publique, l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) met en œuvre une initiative majeure visant à améliorer durablement la gestion des boues de vidange dans le Grand Ouaga. Cette action se traduit par la construction d'une Station de traitement des boues de vidange (STBV) dans la commune de Komsilga, un projet entièrement financé par le budget de l'État pour un coût global de 4,54 milliards de FCFA.

Pensée comme une réponse structurelle aux besoins actuels et futurs, la station disposera d'une capacité initiale de traitement de 400 m³ par jour, avec une possibilité d'extension à 800 m³ par jour. Elle comprendra notamment des zones de réception des boues, des lits de séchage, des lagunes anaérobies, des voiries, des bâtiments administratifs ainsi qu'un dispositif de sécurisation du site.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale d'assainissement portée par l'ONEA et le ministère en charge du secteur. Elle vise à décongestionner les infrastructures existantes et à assurer une prise en charge adéquate des boues issues des systèmes d'assainissement autonomes, largement utilisés par les ménages. Au-delà de l'infrastructure, la STBV de Komsilga ambitionne de générer des impacts durables : réduction des risques sanitaires, préservation de l'environnement, et amélioration du cadre de vie des populations.

Mauritanie : renforcer l'accès à l'eau et à l'assainissement à Nouakchott grâce à la coopération décentralisée

En Mauritanie, les défis liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement restent importants, en particulier dans les grands centres urbains soumis à une forte pression démographique. À Nouakchott, la croissance rapide de la ville, combinée à la fragilité des infrastructures existantes et aux impacts du changement climatique, nécessite des réponses structurées et durables pour garantir des services essentiels à l'ensemble des populations. Face à ces enjeux, le Conseil régional de Nouakchott a engagé une initiative structurante à travers la signature d'un accord de subvention de plus de 4,2 millions d'euros (environ 2 milliards MRO) destiné à améliorer l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans la capitale. Cet accord a été conclu en marge du Forum euro-africain de Montpellier, illustrant l'importance des partenariats internationaux dans le développement des services urbains de base.

Le projet repose sur une coopération décentralisée associant des collectivités locales africaines et européennes, notamment la ville de Lausanne, des villes françaises partenaires,

l'Association internationale des villes francophones (AIVF), ainsi que des agences européennes de l'eau. Cette approche favorise le partage d'expertise, le renforcement des capacités locales et la mise en œuvre de solutions adaptées aux réalités du terrain.

Un pacte de partenariat a également été signé afin d'encadrer la coopération sur la base de principes de solidarité, de confiance mutuelle et de durabilité. L'initiative s'inscrit dans les orientations nationales portées par les autorités mauritaniennes et dans le programme d'urgence pour le développement de Nouakchott, avec pour objectif d'étendre les interventions existantes à de nouveaux quartiers.

À travers cette initiative, Nouakchott illustre une bonne pratique de mobilisation de partenariats et de financements internationaux pour répondre de manière intégrée aux défis urbains de l'eau et de l'assainissement. Une expérience qui démontre le potentiel de la coopération décentralisée comme levier pour accélérer l'accès universel à des services essentiels et améliorer durablement la qualité de vie des populations.

Sénégal / Les femmes transforment les boues de vidange en compost

Dans de nombreuses communautés sénégalaises, les boues de vidange issues des fosses septiques et des latrines restent insuffisamment traitées, constituant un risque pour la santé publique et l'environnement. Pourtant, ces déchets peuvent devenir une ressource utile lorsqu'ils sont correctement valorisés, notamment pour l'agriculture.

Dans la région de Thiès, des groupements de femmes engagées dans le maraîchage ont été accompagnés pour intégrer la valorisation des boues de vidange dans leurs activités agricoles. L'initiative vise à améliorer la gestion de ces déchets tout en renforçant les moyens de subsistance des femmes, actrices clés de la production vivrière locale.

À travers des formations pratiques et un accompagnement de proximité, les bénéficiaires ont appris à transformer les boues traitées

en compost utilisable, à adopter de bonnes pratiques d'hygiène et à développer des activités génératrices de revenus autour de l'assainissement. Des équipements et infrastructures adaptés ont soutenu l'application concrète des acquis.

En misant sur le savoir-faire local et l'autonomisation des femmes, cette initiative démontre que la gestion durable des boues de vidange peut contribuer à la fois à l'amélioration de l'assainissement, à la sécurité alimentaire et au développement économique local.



Burkina Faso/ ONEA builds a sewage sludge treatment plant in the municipality of Komsilga



Faced with growing challenges related to urban sanitation and public health, the National Office for Water and Sanitation (ONEA) is implementing a major initiative aimed at sustainably improving sewage sludge management in Greater Ouaga. This initiative involves the construction of a sewage sludge treatment plant (STBV) in the municipality of Komsilga, a project entirely financed by the state budget at a total cost of 4.54 billion CFA francs.

Designed as a structural response to current and future needs, the plant will have an initial treatment capacity of 400 m³ per day, with the possibility of expanding to 800 m³ per day. It will include sludge reception areas, drying beds, anaerobic lagoons, roads, administrative buildings, and a site security system.

This initiative is fully in line with the national sanitation strategy promoted by ONEA and the ministry responsible for the sector. It aims to relieve pressure on existing infrastructure and ensure adequate treatment of sludge from autonomous sanitation systems, which are widely used by households.

Beyond infrastructure, the Komsilga STBV aims to generate lasting impacts: reducing health risks, preserving the environment, and improving the living environment for local populations. By structuring the sewage sludge management sector, this initiative lays the foundations for more inclusive, effective sanitation that respects public health, thereby contributing to human development and regional resilience.

Mauritania: improving access to water and sanitation in Nouakchott through decentralized cooperation

In Mauritania, challenges related to access to drinking water and sanitation remain significant, particularly in large urban centers subject to strong demographic pressure. In Nouakchott, the rapid growth of the city, combined with the fragility of existing infrastructure and the impacts of climate change, requires structured and sustainable responses to guarantee essential services for all populations.

To address these challenges, the Nouakchott Regional Council has launched a major initiative by signing a grant agreement worth over €4.2 million (approximately MRO 2 billion) to improve access to water and sanitation services in the capital. This agreement was concluded on the sidelines of the Euro-African Forum in Montpellier, illustrating the importance of international partnerships in the development of basic urban services..

The project is based on decentralized cooperation between African and European local authorities, including the city of Lausanne, French partner cities, the International Association

of French-speaking Cities (AIVF), and European water agencies. This approach promotes the sharing of expertise, the strengthening of local capacities, and the implementation of solutions adapted to the realities on the ground.

A partnership agreement was also signed to provide a framework for cooperation based on the principles of solidarity, mutual trust, and sustainability. The initiative is in line with the national guidelines set out by the Mauritanian authorities and the emergency program for the development of Nouakchott, with the aim of extending existing interventions to new neighborhoods. Through this initiative, Nouakchott exemplifies best practices in mobilizing international partnerships and funding to provide an integrated response to urban water and sanitation challenges. This experience demonstrates the potential of decentralized cooperation as a lever for accelerating universal access to essential services and sustainably improving people's quality of life.

Senegal – Turning sewage sludge into a resource: a local initiative led by women

In many Senegalese communities, sewage sludge from septic tanks and latrines remains inadequately treated, posing a risk to public health and the environment. However, this waste can become a useful resource when properly recycled, particularly for agriculture.

In the Thiès region, women's groups involved in market gardening have been supported in integrating sewage sludge into their agricultural activities. The initiative aims to improve the management of this waste while strengthening the livelihoods of women, who are key players in local food production.

Through practical training and local support, beneficiaries learned how to transform treated sludge into usable compost, adopt good hygiene practices, and develop income-

generating activities related to sanitation. Appropriate equipment and infrastructure supported the practical application of what they learned.

By leveraging local expertise and empowering women, this initiative demonstrates that sustainable sewage sludge management can contribute to improved sanitation, food security, and local economic development.



Côte d'Ivoire / Journées universitaires de l'eau à Daloa, les étudiants engagés pour la préservation de l'eau

Le 5 décembre 2025, à l'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) de Daloa (centre-ouest de la Côte d'Ivoire), la 2^e édition des Journées universitaires de l'eau a rassemblé étudiants, experts et professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement, pour sensibiliser la jeunesse à la préservation des ressources hydriques.

Organisée par le Comité national des jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement de Côte d'Ivoire (Cnjpeae-CI), cette rencontre a mis l'accent sur l'importance d'une gestion collective et durable de l'eau. Les participants ont encouragé les étudiants à adopter des gestes simples mais efficaces : réduire le gaspillage, entretenir les points d'eau, protéger les nappes phréatiques et respecter les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Durant les panels et communications, des spécialistes ont détaillé les pressions croissantes sur les ressources en eau. Ils ont notamment évoqué la pollution des plans d'eau par les déchets ménagers et industriels, les produits chimiques agricoles et issus de l'orpaillage artisanal, l'ensablement provoqué par le ruissellement et l'intrusion d'eau salée dans certaines nappes côtières, aggravée par la montée du niveau de la mer. Ces phénomènes détruisent la qualité de l'eau potable, augmentent les risques sanitaires, perturbent l'agriculture et menacent des écosystèmes clés, comme les mangroves.

La jeunesse étudiante a été ciblée en priorité pour sa capacité à relayer l'information et à influencer ses communautés. « Chaque étudiant peut sensibiliser sa famille, notamment les agriculteurs, sur les dangers des pesticides et des produits chimiques pour les cours d'eau et les nappes phréatiques », ont rappelé Bakayoko Sati, vice-président du Cnjpeae-CI, et Sognon Thierry, président du comité d'organisation. Ils ont également souligné le rôle crucial des jeunes dans la lutte contre la pollution liée à l'orpaillage artisanal et aux mauvaises pratiques agricoles.

Cette édition a également mobilisé de nombreuses institutions locales et régionales, témoignant de l'engagement des autorités à associer la jeunesse à la préservation de l'environnement et à renforcer la gouvernance locale de l'eau.

Guinée / accroître l'accès à l'eau et à l'assainissement avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé un crédit de 200 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour le Projet eau et assainissement de Guinée (PEAG).

Le projet, prévu de 2025 à 2031, vise à améliorer l'accès aux services d'eau potable dans l'agglomération de Conakry, à renforcer les performances opérationnelles et organisationnelles des institutions en charge de l'eau et de l'assainissement et à financer la construction d'infrastructures de production et de distribution d'eau. Par ailleurs, le projet mettra en œuvre un plan de redressement pour la Société des Eaux de Guinée (SEG), et soutiendra la gouvernance de l'assainissement et

l'amélioration des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles.

Le projet mettra en place des solutions basées sur la nature dans le bassin versant de Kankouré et le parc national de Gangan, tout en améliorant la gestion intégrée des ressources en eau au niveau du bassin.

Le nombre total de bénéficiaires attendus est de 2 612 467. Parmi eux, 572 200 auront accès à l'eau potable pour la première fois, et 2 040 267 personnes, déjà connectées au réseau de SEG, bénéficieront d'une amélioration des services d'eau, en termes de pression et d'augmentation des heures de service.

Côte d'Ivoire / Programme Eau pour tous : l'ONEP reçoit 34 camions-citernes



Dans le cadre du programme gouvernemental "Eau pour tous (EPT)", le ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, Bouaké Fofana, a remis officiellement le lundi 15 septembre 2025, au siège de l'Office national de l'eau potable (ONEP) à Abidjan-Cocody, 34 nouveaux camions-citernes destinés à renforcer la distribution d'eau potable à travers le pays.

« C'est avec fierté que je remets ces 34 camions-citernes, qui viennent consolider notre service public de l'eau potable », a déclaré le ministre, soulignant que cette étape marque un avancement décisif dans la mise en œuvre du programme EPT, dont l'objectif est d'assurer une couverture hydrique universelle pour toutes les populations.

Chacun des véhicules, d'une capacité de 20 000 litres, est équipé de pompes à haut rendement et de systèmes complémentaires de filtration, permettant d'acheminer rapidement l'eau potable

vers les localités enclavées, les quartiers périphériques et les zones urbaines sujettes à des interruptions techniques. Leur autonomie opérationnelle, estimée à 300 km, assure une couverture nationale étendue.

Le ministre a également insisté sur la nécessité d'une gestion rigoureuse et d'un usage responsable de ces équipements. Il a rappelé que cette dotation, fruit d'une coordination interministérielle avec le ministère des Finances et du Budget, illustre la solidarité gouvernementale autour d'un bien vital.

Pour sa part, Berté Ibrahiman, directeur général de l'ONEP, s'est félicité de cette nouvelle livraison, qui porte le parc national à 64 camions-citernes, permettant ainsi à chaque région administrative de disposer d'au moins deux véhicules. Cette dotation s'ajoute aux 20 camions reçus en juin 2021 et aux 15 autres remis en mars 2022 avec le soutien de la Banque mondiale.

Côte d'Ivoire / University Water Days: students committed to water conservation

On December 5, 2025, at Jean Lorougnon Guédé University (UJLoG) in Daloa, the second edition of University Water Days brought together students, experts, and professionals from the water and sanitation sector to raise awareness among young people about the importance of preserving water resources.

Organized by the National Committee of Young Professionals in Water, Sanitation, and the Environment of Côte d'Ivoire (Cnjpeae-CI), this meeting emphasized the importance of collective and sustainable water management. Participants encouraged students to adopt simple but effective measures: reducing waste, maintaining water sources, protecting groundwater, and following good hygiene and sanitation practices.

During the panels and presentations, specialists detailed the growing pressures on water resources. They highlighted pollution of water bodies by household and industrial waste, agricultural chemicals and chemicals from artisanal gold mining, siltation caused by runoff, and saltwater intrusion into certain coastal aquifers, exacerbated by rising sea levels. These phenomena destroy the quality of drinking water, increase health risks, disrupt agriculture, and threaten key ecosystems such as mangroves.

Young students were targeted as a priority because of their ability to relay information and influence their communities. "Every student can raise awareness among their families, particularly farmers, about the dangers of pesticides and chemicals to waterways and groundwater," said Bakayoko Sati, vice president of CNJPEAE-CI, and Sognon Thierry, president of the organizing committee. They also emphasized the crucial role of young people in the fight against pollution linked to artisanal gold mining and poor agricultural practices..

This edition also mobilized numerous local and regional institutions, demonstrating the authorities' commitment to involving young people in environmental conservation and strengthening local water governance

Guinea / Increasing access to water and sanitation with support from the World Bank Group

The World Bank Group has approved a \$200 million loan from the International Development Association (IDA) for the Guinea Water and Sanitation Project (PEAG).

The project, scheduled to run from 2025 to 2031, aims to improve access to drinking water services in the Conakry metropolitan area, strengthen the operational and organizational performance of water and sanitation institutions, and finance the construction of water production and distribution infrastructure. In addition, the project will implement a recovery plan for the Société des Eaux de Guinée (SEG) and

support sanitation governance and the improvement of water, sanitation, and hygiene (WASH) facilities in schools.

The project will implement nature-based solutions in the Kankouré watershed and Gangan National Park, while improving integrated water resource management at the basin level.

The total number of expected beneficiaries is 2,612,467. Among them, 572,200 will have access to drinking water for the first time, and 2,040,267 people already connected to the SEG network will benefit from improved water services in terms of pressure and increased hours of service.

Côte d'Ivoire / Water for All Program: ONEP receives 34 tanker trucks



As part of the government's "Water for All (EPT)" program, the Minister of Hydraulics, Sanitation, and Public Health, Bouaké Fofana, officially handed over 34 new tanker trucks on Monday, September 15, 2025, at the headquarters of the National Office for Drinking Water (ONEP) in Abidjan-Cocody, to strengthen the distribution of drinking water throughout the country.

"I am proud to hand over these 34 tanker trucks, which will strengthen our public drinking water service," said the minister, emphasizing that this milestone marks a decisive step forward in the implementation of the EPT program, which aims to ensure universal water coverage for all populations.

Each vehicle, with a capacity of 20,000 liters, is equipped with high-efficiency pumps and complementary filtration systems, enabling drinking water to be quickly transported to isolated

communities, outlying neighborhoods, and urban areas prone to technical disruptions. Their operational range, estimated at 300 km, ensures extensive national coverage.

The minister also emphasized the need for rigorous management and responsible use of this equipment. He pointed out that this allocation, the result of interministerial coordination with the Ministry of Finance and Budget, illustrates the government's solidarity around a vital asset.

For his part, Berté Ibrahiman, Director General of ONEP, welcomed this new delivery, which brings the national fleet to 64 tanker trucks, enabling each administrative region to have at least two vehicles. This allocation is in addition to the 20 trucks received in June 2021 and the 15 others delivered in March 2022 with the support of the World Bank.

Renforcement des capacités : l'AAEA organise une visite de benchmarking à Durban sur l'assainissement inclusif



Dans le cadre de ses actions de renforcement des capacités, l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA) a organisé, du 9 au 11 septembre 2025, une visite de benchmarking sur l'assainissement inclusif à la municipalité d'eThekweni, à Durban, en Afrique du Sud. Cette initiative a réuni des délégations de haut niveau provenant de Kisumu (Kenya), Livingstone (Zambie), Mpape (Nigeria) et Anyama (Côte d'Ivoire), composées d'élus locaux, de responsables techniques des services d'assainissement et de représentants des ministères en charge du secteur.

Pendant trois jours, les participants ont pris part à des visites de terrain, des échanges entre pairs et des dialogues stratégiques avec les autorités municipales et les équipes techniques d'eThekweni. Ces rencontres ont permis de découvrir les politiques publiques, les dispositifs institutionnels ainsi que les solutions techniques et organisationnelles qui ont fait de Durban une référence africaine et internationale en matière d'assainissement inclusif à l'échelle de la ville.

Le programme a notamment porté sur la réglementation de la gestion des déchets, les solutions alternatives d'assainissement, la recherche appliquée, les tests analytiques pour le suivi de la qualité de l'eau, ainsi que les mécanismes de suivi-évaluation des opérations. D'autres thématiques clés ont également été abordées, telles que la sensibilisation communautaire, la recherche sociale, les mécanismes de financement et la valorisation des déchets dans une logique d'économie circulaire.

À travers le partage d'expériences et l'observation de pratiques éprouvées sur le terrain, les délégations ont renforcé leurs capacités techniques et institutionnelles, tout en identifiant des modèles reproductibles pouvant être adaptés aux réalités locales de leurs villes respectives. Les enseignements tirés de cette visite devraient contribuer à améliorer la gouvernance des services d'assainissement, la qualité de l'eau et la gestion durable des déchets.

Approvisionnement en eau et gestion des inondations : l'AAEA et GWP ont organisé un atelier à Abidjan

Approvisionnement en eau et gestion des inondations : l'AAEA et le GWP ont organisé un atelier à Abidjan. L'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA), en partenariat avec le German Water Partnership (GWP), a organisé du 25 au 26 août à Abidjan un atelier technique sur l'approvisionnement en eau résilient en période d'inondations. L'événement a réuni 30 participants issus des administrations publiques, des collectivités locales, des opérateurs de l'eau, de la société civile et des forces de sécurité, avec pour objectif de renforcer leurs capacités en gestion des risques et en planification de l'approvisionnement d'urgence. Les échanges et présentations ont permis de mettre en évidence les vulnérabilités d'Abidjan, de partager des standards internationaux, notamment la norme de l'OMS recommandant 15 à 20 litres d'eau potable par jour et par personne en situation de crise, et d'aborder les défis liés à la coordination des acteurs, à l'accès aux zones sinistrées et à l'actualisation des plans de contingence. À travers des discussions et un exercice de simulation, les participants ont adapté une méthodologie internationale au contexte ivoirien. En clôture, l'AAEA et le GWP ont réaffirmé leur engagement à accompagner les villes africaines dans le développement de systèmes d'approvisionnement en eau plus résilients et durables face aux risques climatiques.

Rencontre BAD-AAEA : Vers une alliance stratégique pour transformer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique

Au siège de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan, une rencontre de haut niveau a réuni le Directeur Exécutif de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), M. François Olivier Gosso, et le Directeur du Département Eau et Assainissement de la BAD, M. Chirwa Johannes Mtchera, entourés de leurs collaborateurs respectifs, M. Michel N'Guessan et Dr Ousseynou Guène pour la BAD, ainsi que le Dr Siméon Kenfack pour l'AAEA.

Cette séance de travail a permis de tracer les contours d'un partenariat ambitieux articulé autour de deux priorités majeures : l'organisation du 23^e Congrès international de l'AAEA, qui se tiendra à Yaoundé en février 2026, et la conception d'un programme conjoint sur trois ans destiné à renforcer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement sur le continent africain.

Capacity Building: AfWASA Organised a Benchmarking Visit on Inclusive Sanitation in Durban

From September 9 to 11, 2025, the African Water and Sanitation Association organised a benchmarking visit on inclusive sanitation at the eThekweni Municipality in Durban, South Africa. The event brought together high-level delegations from Kisumu (Kenya), Livingstone (Zambia), Mpape (Nigeria), and Anyama (Côte d'Ivoire). The objective was to strengthen the capacities of the participating cities, identify replicable models, and develop action plans tailored to their local contexts. During the three-day visit, delegations of local elected officials, technical managers and representatives of sanitation ministries took part in field visits, peer-to-peer exchanges and strategic dialogues with eThekweni's technical and municipal authorities. Participants explored the approaches and innovations that have made Durban a reference city for inclusive sanitation. The programme included presentations on waste management regulations, alternative sanitation solutions, applied research and water quality monitoring through analytical testing. Other sessions addressed operational monitoring and evaluation, community engagement and social research, financing mechanisms, as well as waste valorisation within a circular economy framework. Through experience sharing and field visits, participants strengthened their technical and institutional capacities, enhanced the governance of their sanitation services and identified practical initiatives to improve water quality and waste management in their respective communities. This benchmarking visit was part of the SAO CWIS programme, implemented by AfWASA with financial support from the Gates Foundation, which aims to strengthen the capacities of sanitation operators for the implementation of citywide inclusive sanitation.

Water Supply and Flood Management: AfWASA and GWP Organised a Workshop in Abidjan



The African Water and Sanitation Association, in partnership with the German Water Partnership (GWP), organised a technical workshop in Abidjan from 25 to 26 August focusing on resilient water supply during flood events. The event brought together 30 participants from public administrations, local authorities, water operators, civil society organisations and security forces, with the aim of strengthening their capacities in risk management and emergency water supply planning. The discussions and presentations highlighted the vulnerabilities of the city of Abidjan and shared international standards, notably the WHO guideline recommending 15 to 20 litres of safe drinking water per person per day in emergency situations. Key challenges related to stakeholder coordination, access to affected areas and the regular updating of contingency plans were also addressed. Through group discussions and a simulation exercise, participants adapted an international planning methodology to the Ivorian context. At the close of the workshop, AfWASA and GWP reaffirmed their commitment to supporting African cities in developing more resilient and sustainable water supply systems in the face of climate-related risks.

AfDB–AfWASA: Towards a Strategic Alliance to Transform Access to Water and Sanitation in Africa



Association (AfWASA), Mr. François Olivier Gosso, and the Director of the Water and Sanitation Department of the AfDB, Mr. Chirwa Johannes Mtchera, accompanied by their respective collaborators, Mr. Michel N'Guessan and Dr. Ousseynou Guène for the AfDB, and Dr. Siméon Kenfack for AfWASA.

This working session outlined the framework of an ambitious partnership built around two major priorities: the organization of AfWASA's 23rd International Congress, to be held in Yaoundé in February 2026, and the design of a three-year joint program aimed at sustainably strengthening access to water and sanitation across the African continent.

Assainissement en milieu urbain : l'AAEA a conduit un audit stratégique dans les villes d'Anyama et de Blantyre

L'AAEA a conduit, du 27 mai au 13 juin, un audit d'assainissement urbain dans les villes d'Anyama (Côte d'Ivoire) et de Blantyre (Malawi), dans le cadre du programme « Renforcement des capacités de l'AAEA et des opérateurs pour la mise en œuvre de l'assainissement inclusif à l'échelle de la ville (SAO-CWIS) ». Cette initiative s'inscrivait dans une démarche visant à améliorer les services d'assainissement dans ces deux villes pilotes, conformément à l'approche City-Wide Inclusive Sanitation (CWIS).

Dans un contexte où l'accès à un assainissement géré en toute sécurité demeure un défi majeur pour de nombreuses villes africaines, cet audit avait pour objectif d'établir un état des lieux des infrastructures et des services existants, d'évaluer leur niveau d'inclusivité, et d'identifier les contraintes techniques, institutionnelles et climatiques susceptibles d'entraver leur bon fonctionnement.

À l'issue de cet exercice, les recommandations formulées visent à orienter les décisions stratégiques des autorités locales et des opérateurs afin de renforcer les services d'assainissement, d'en améliorer l'accessibilité pour toutes les couches de la population, y compris les plus vulnérables, et de promouvoir un développement urbain durable et inclusif, en cohérence avec les Objectifs de développement durable (ODD).

Urban Sanitation: AfWASA Conducts a Strategic Audit in the Cities of Anyama and Blantyre

The African Water and Sanitation Association (AfWASA) conducted an urban sanitation audit from May 27 to June 13 in the cities of Anyama (Côte d'Ivoire) and Blantyre (Malawi), as part of its program «strengthening AfWASA and Operators for the



Implementation of Citywide Inclusive Sanitation (SAO-CWIS).»

This initiative aimed to improve sanitation services in these two pilot cities using the Citywide Inclusive Sanitation (CWIS) approach. In a context where access to safely managed sanitation remains a major challenge for many African cities, the audit sought to establish a comprehensive assessment of existing infrastructure and services, evaluate their inclusivity, and identify technical, institutional, and climate-related barriers to their proper functioning.

Ultimately, the recommendations resulting from this exercise are expected to guide strategic decision-making to strengthen services, improve accessibility for all population segments, including the most vulnerable, and promote sustainable and inclusive urban development, in alignment with the Sustainable Development Goals.

RDC : la jeunesse mobilisée contre la pollution plastique du Lac Kivu

À Bukavu, le Réseau des Jeunes Professionnels de l'Eau et de l'Assainissement de la RDC (RJPEA-RDC) a organisé une vaste opération de nettoyage des rives du lac Kivu dans le cadre du programme « #Lake Kivu Clean Up ». Mobilisant plusieurs dizaines de jeunes bénévoles avec l'appui de Pharmakina SA, cette action citoyenne a permis de collecter plus d'une tonne de déchets plastiques, mettant en lumière à la fois l'ampleur de la pollution et l'engagement de la jeunesse congolaise pour la protection de cet écosystème stratégique partagé entre la RDC et le Rwanda. Au-delà du nettoyage, le projet promeut une approche durable fondée sur la participation communautaire, la sensibilisation des populations riveraines et la valorisation des déchets plastiques, contribuant ainsi à la résilience environnementale du lac et au leadership des jeunes dans la transition écologique.

DRC: Young people mobilize against plastic pollution of Lake Kivu

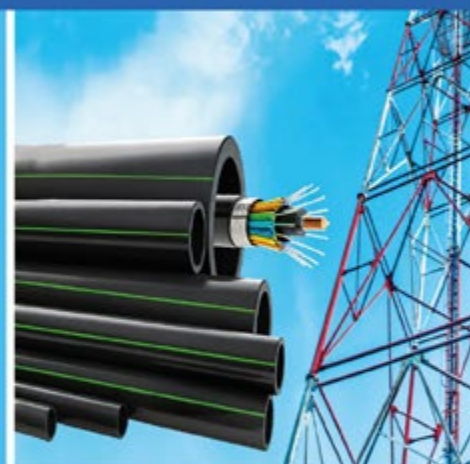
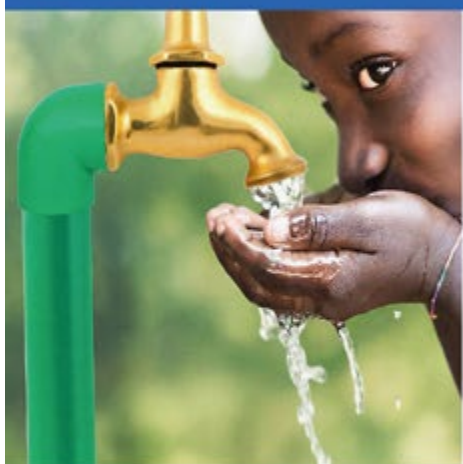
In Bukavu, the Network of Young Water and Sanitation Professionals of the DRC (RJPEA-RDC) organised a large-scale clean-up operation along the shores of Lake Kivu as part of the « #Lake Kivu Clean Up » programme, a one-year initiative supported by the Swiss Water Partnership. Mobilising dozens of young volunteers with the support of Pharmakina SA, this civic action resulted in the collection of more than one tonne of plastic waste, highlighting both the scale of pollution and the strong commitment of Congolese youth to protecting this strategic ecosystem shared between the DRC and Rwanda. Beyond the clean-up activity, the project promotes a sustainable, community-based approach focused on public awareness, citizen participation and plastic waste recovery, thereby contributing to the environmental resilience of Lake Kivu and showcasing youth leadership in the ecological transition.

SOLUTIONS PVC POUR LA GESTION DE L'EAU

GESTION DE
L'EAU

ASSAINISSEMENT
& IRRIGATION

TELECOM



**Matériaux PVC de haute qualité pour
des solutions durables partout en Afrique.**

Ingreen

Get the Best out of your Farm



Agric Irrigation Solutions

Install Interplast farm irrigation system today and
ensure your farm produces **All Year Round**.

Easy to Install | Affordable | Reliable

Another quality solution from



Tel: +233 302 819 000
Email: ingreen@interplast.com
www.interplast.com

